



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE  
DANS L'UEMOA**

**Deuxième trimestre 2012**



# BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA  
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)  
Tél. : +221 33 839 05 00  
Télécopie : +221 33 823 93 35  
Télex : BCEAO 21833 SG /  
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG  
Site internet : <http://www.bceao.int>

**Directeur de Publication**

Bassambié BATIONO  
*Directeur de la Recherche  
et de la Statistique*  
Email : [courriers.drs@bceao.int](mailto:courriers.drs@bceao.int)

**Impression :**

Imprimerie de la BCEAO  
BP : 3108 - DAKAR

## **NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA <sup>(\*)</sup>**

---

**Deuxième trimestre 2012**

*(\*) Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
POINTS SAILLANTS AU DEUXIEME TRIMESTRE 2012	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	8
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	8
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	10
1.3.1 - Taux de change des principales devises	10
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	11
II - CONJONCTURE INTERNE	12
2.1 – Secteur réel	12
2.1.1 - Activité économique	12
<i>a) Activité industrielle</i>	12
<i>b) Taux d'utilisation des capacités, coûts salariaux et effectifs employés</i>	14
<i>c) Bâtiments et travaux Publics</i>	15
<i>d) Activité commerciale</i>	15
<i>e) Services marchands</i>	17
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	17
<i>a) Evolution de l'inflation</i>	17
<i>b) Position concurrentielle de l'Union</i>	22
2.2 – Finances Publiques	23
2.3 – Secteur extérieur	24
2.4 – Secteur monétaire et financier	25
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	25
2.4.2 - Evolution du marché monétaire	25
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	27
2.4.4 - Evolution du marché financier	29
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	30
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	31
3.1 – Perspectives économiques mondiales	31
3.2 – Perspectives économiques internes	32
ANNEXES	34

## **AVANT-PROPOS**

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

**Le Directeur de Publication**

## **POINTS SAILLANTS AU DEUXIEME TRIMESTRE 2012**

*La conjoncture économique internationale a été marquée au deuxième trimestre par un ralentissement de l'activité économique dans les pays avancés, l'incertitude entourant la situation politique de la Grèce et la chute des prix des matières premières.*

*L'orientation favorable de la conjoncture économique dans l'Union, au deuxième trimestre 2012 a été impulsée par le dynamisme du commerce (+1,3%) et des services (+4,5%). L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 3,0% en glissement annuel au deuxième trimestre 2012. L'indice du chiffre d'affaires, pour sa part, s'est accru de 19,9%, en glissement annuel, au cours de la période sous revue.*

*Le taux d'utilisation des capacités de production dans les entreprises industrielles s'est situé à 73,6% au deuxième trimestre 2012 contre 70,5% au premier trimestre 2012 et 57,0% à la même période de l'année précédente.*

*Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est passé de 2,5% à fin mars 2012 à 0,6% à fin avril 2012, avant de remonter à 1,8% à fin mai 2012 et 2,1% à fin juin 2012. Cette orientation baissière de l'inflation résulte de la diminution des prix des carburants au deuxième trimestre dans certains pays de l'Union, en phase avec le repli des cours mondiaux du pétrole brut et de l'impact des mesures prises dans les pays pour contenir la hausse des prix des céréales locales et importées.*

*La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 4,4% au deuxième trimestre 2012, après celui de 2,3% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est en liaison avec le différentiel d'inflation favorable à l'Union par rapport à ses principaux partenaires.*

*Les conditions monétaires dans l'Union se sont durcies, l'indice ayant progressé de 0,4%, en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour.*

*Au plan de la politique monétaire, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des adjudications, tandis qu'une hausse est relevée sur le marché interbancaire.*

*Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au deuxième trimestre 2012. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 7,82% au deuxième trimestre 2012 contre 8,20% au trimestre précédent.*

*En perspective, sur le troisième trimestre 2012, la progression des prix serait de 2,4% contre 1,5% au deuxième trimestre 2012. L'accélération de l'inflation résulterait de la hausse des prix des céréales locales pendant la période de soudure dans les pays sahéliens et du renchérissement des produits de la pêche au Sénégal pendant la période d'hivernage.*

## I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 – Activité économique dans le monde

Ralentissement de l'activité dans les pays avancés.

La conjoncture économique internationale au deuxième trimestre 2012 est marquée par un ralentissement de l'économie mondiale, sous l'effet conjugué d'une nouvelle accentuation des tensions financières dans la Zone euro consécutive à l'incertitude politique en Grèce, la chute des prix des matières premières et la remontée du dollar américain.

Maintien du rythme de la croissance économique aux Etats-Unis.

**Aux Etats-Unis**, nonobstant la morosité de l'économie mondiale, les données conjoncturelles indiquent une hausse de la croissance moyenne du produit intérieur brut réel, en glissement annuel, de 0,5% au deuxième trimestre 2012. Le pouvoir d'achat des américains serait toujours soutenu par un marché du travail relativement dynamique et le redressement de l'investissement résidentiel. Sur le plan de la politique monétaire, en observant une politique durablement accommodante, la Fed a maintenu ses taux d'intérêt à des niveaux très bas, le taux des fonds fédéraux demeurant compris entre 0 et 0,25%.

Les tensions financières s'avivent à nouveau dans la Zone euro.

Dans la **Zone euro**, l'incertitude politique en Grèce et les difficultés du secteur bancaire en Espagne ont beaucoup pesé sur l'activité économique au deuxième trimestre 2012. Ainsi, l'activité dans la Zone euro reculerait de 0,2% au cours de la période sous revue, après avoir enregistré une croissance nulle au premier trimestre 2012. Cette situation caractérisée par un retour des doutes sur la stabilité financière et un net regain des tensions dans la Zone euro, s'est traduite par une forte hausse des taux d'intérêt dans certains pays de la Zone, notamment l'Espagne et l'Italie.

Ralentissement de la croissance économique au Japon.

Au **Japon**, après un fort rebond au premier trimestre en raison notamment de l'investissement public, l'activité économique a connu un ralentissement au deuxième trimestre 2012. En effet, le taux de croissance s'établirait à 0,3% contre 1,2% le trimestre précédent. Cette évolution serait liée à l'accroissement des importations d'énergie pour pallier la baisse de la production due à l'arrêt des centrales nucléaires.

Nouvelle baisse du PIB réel de la Chine au deuxième trimestre 2012.

En **Chine**, la croissance économique a connu une nette décélération par rapport au trois premiers mois de l'année 2012. Le produit intérieur brut a enregistré une croissance de 7,6% au deuxième trimestre 2012 contre 8,1% le trimestre précédent, sous l'effet notamment de la crise européenne, qui a entraîné un ralentissement des exportations conjugué à une baisse de l'investissement. Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a baissé le ratio de réserves obligatoires de 50 points de base pour les grandes banques et réduit le taux prêteur de référence à un an de 25 points de base, à 6,31%, pour la première fois depuis septembre 2008.

## 1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

### 1.2.1 – Evolution des prix chez les principaux partenaires

Baisse des tensions inflationnistes dans les pays développés.

Une décélération de l'inflation a été enregistrée au deuxième trimestre 2012 dans les pays développés partenaires de l'UEMOA, en rapport avec la détente des cours mondiaux du pétrole brut. Dans la Zone euro, le taux d'inflation en glissement annuel reste relativement élevé, en passant de 2,7% à fin mars 2012 à 2,4% à fin juin 2012. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des boissons alcoolisées et tabac (4,9%) et des produits alimentaires (2,8%). Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 1,7% à fin juin 2012 contre 2,7% à fin mars 2012.

Dans les pays environnants de l'Union, une accélération de l'inflation a été enregistrée au Ghana et au Nigeria. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 8,8% à fin mars 2012 à 9,4% à fin juin 2012. Il a atteint 12,9% au Nigeria à fin juin 2012 contre 12,1% à fin mars 2012. Les tensions dans ces pays sont essentiellement imprimées par le renchérissement des produits alimentaires et la hausse des prix des produits pétroliers, notamment au Nigeria où la subvention des prix des carburants par l'Etat a été réduite.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2010	2011	juin- 11	mars-12	avril-12	mai-12	juin-12
Zone euro	1,6	2,7	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
Etats-Unis	1,6	3,6	3,6	2,7	2,3	1,7	1,7
Japon	-0,7	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	-0,2
Ghana	10,8	8,6	8,6	8,8	9,1	9,3	9,4
Nigeria	12,4	10,2	10,2	12,1	12,9	12,7	12,9
UEMOA	1,4	3,9	3,9	2,5	0,6	1,8	2,1

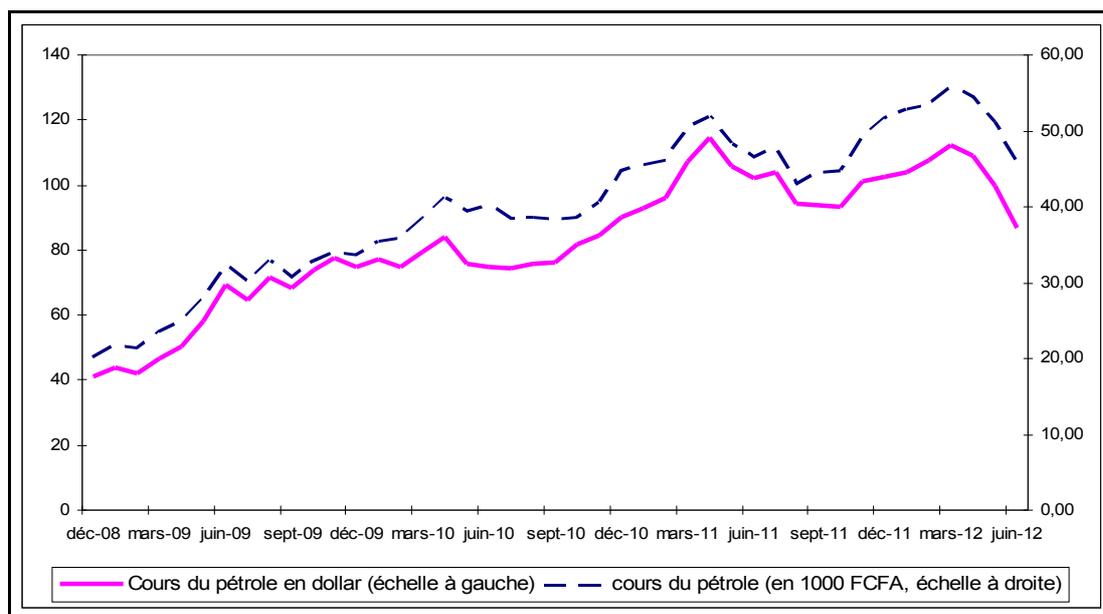
Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

### 1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut.

Les cours mondiaux du pétrole brut se sont inscrits en baisse au deuxième trimestre 2012, en rupture avec l'orientation haussière observée depuis le quatrième trimestre 2011. Cette évolution résulte essentiellement de l'inquiétude des investisseurs pour la croissance mondiale, et dans une moindre mesure d'un apaisement relatif des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) sont ressortis à 98,6 dollars au deuxième trimestre 2012 contre 108,0 dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 8,7%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont chuté de 6,8% au deuxième trimestre 2012.

**Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut**

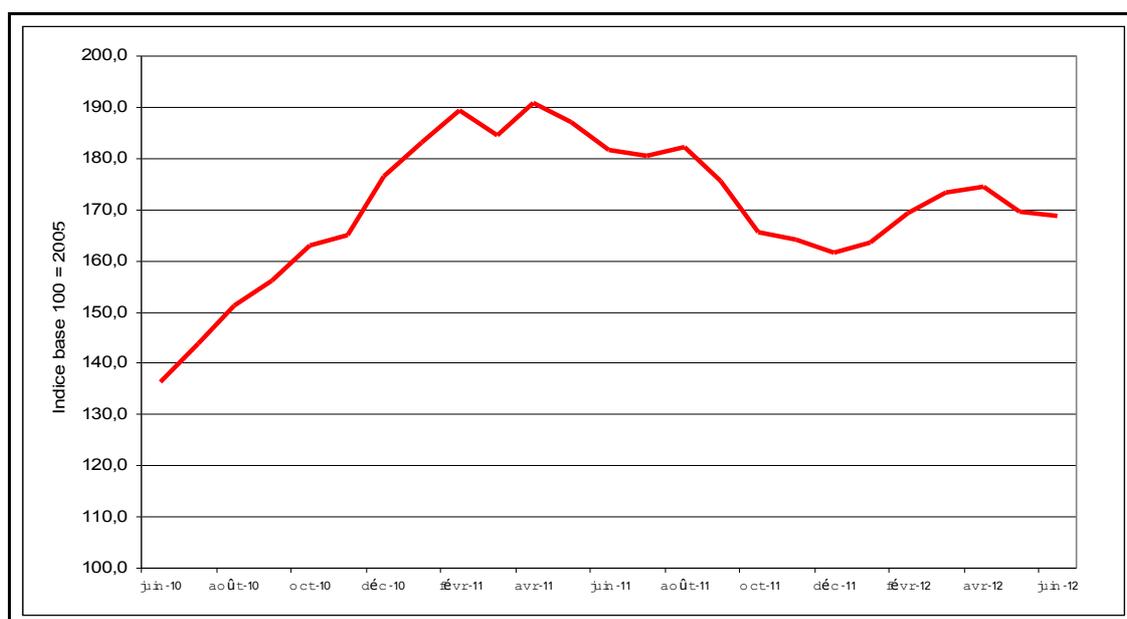


Hausse en variation trimestrielle, des cours internationaux des denrées alimentaires.

Les cours mondiaux des produits alimentaires ont enregistré une progression de 1,3% au deuxième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, après une hausse 3,0% au premier trimestre 2012. Cette évolution est imprimée principalement par les cours des produits laitiers qui ont augmenté de 22,0% et ceux du riz qui ont progressé de 8,3%, en raison notamment des incertitudes climatiques dans certains grands pays producteurs tels que l'Inde. Toutefois, les cours des mondiaux des produits alimentaires sont en baisse de 8,3% par rapport à la même période de l'année 2011.

Les cours du blé, qui s'étaient redressés au premier trimestre 2012, en liaison avec des perspectives pessimistes de récoltes, ont baissé de 3,5% au deuxième trimestre 2012.

**Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI**



Baisse des cours du coton et du cacao.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union restent marqués par la chute des prix internationaux du coton. En effet, les cours du coton ont baissé de 10,1% au deuxième trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2012 et de 49,9% par rapport au deuxième trimestre 2011, en rapport avec l'augmentation de la production (notamment aux Etats-Unis) et le repli de la demande. Pour leur part, les cours du cacao ont perdu 26,3% de leur valeur, en glissement annuel. Cette baisse est induite par la poursuite de la hausse de l'offre sur le marché mondial. Le cours du café a eu un profil haussier au 2<sup>e</sup> trimestre 2012. Toutefois, en glissement annuel, il ressort à 12,1% en dessous de son niveau de l'année 2011.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA								
		2 T 2011	3 T 2011	4 T 2011	1 T 2012	2 T 2012	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	118,4	110,4	95,9	98,7	104,0	5,4	-12,1
Cours du cacao	OICC en cents par livre	139,1	138,3	112,2	106,1	102,5	-3,4	-26,3
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	180,2	129,6	103,4	100,4	90,3	-10,1	-49,9
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	333,3	329,4	275,0	287,5	266,2	-7,4	-20,1

Sources : Reuters, BCEAO.

### 1.3 – Marchés financiers mondiaux

#### 1.3.1 - Taux de change des principales devises

Dépréciation de l'euro par rapport aux principales devises.

Au deuxième trimestre 2012, la monnaie européenne s'est dépréciée vis-à-vis des principales devises compte tenue des craintes persistantes sur la situation financière dans la Zone euro. En effet, elle est apparue en baisse de 3,2%, 5,7% et 8,6% face à la livre sterling, au dollar américain au yen japonais respectivement, par rapport au trimestre précédent.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises							
	Cours au 30/06/2012	Cours au 31/03/2012	Cours au 30/06/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
EURO en DOLLAR US	1,2590	1,3356	1,4453	-5,7	-12,9	-2,7	-3,2
EURO en LIVRE STERLING	0,8068	0,8339	0,9025	-3,2	-10,6	-3,4	-3
EURO en YEN JAPONAIS	100,13	109,56	116,25	-8,6	-13,9	-0,1	-7,8

Sources : Reuters, BCEAO.

\* cours au 30/06/2012 comparé au 31/12/2011

Au plan de la politique monétaire, après l'assouplissement des conditions d'accès à la liquidité pour les banques au cours des premiers mois de l'année, une partie de la liquidité offerte lors des deux opérations de refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) a été recyclée sous forme d'achats de titres de dettes publiques, en particulier en Espagne et en Italie.

### 1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Baisse des indices boursiers sur les principales places.

Les indices boursiers ont chuté au cours du trimestre sous revue, en liaison notamment avec l'incertitude entourant l'avenir de la Grèce dans la Zone Euro et la situation du système bancaire espagnol. Les indicateurs se sont cependant redressés à la fin du mois de juin, à la suite de la signature de l'Accord européen sur la croissance. Une perte de confiance des marchés conjuguée à un haut niveau d'incertitude sur la croissance des pays développés, ainsi que l'effet de contagion de la morosité mondiale dans les pays émergents observés au cours du trimestre, sont à l'origine de la forte volatilité des marchés boursiers.

Ainsi, les principales places boursières américaines tirées par NASDAQ, SP 500 et Dow Jones ont reculé de 5,1%, 3,3% et 2,5%, respectivement d'un trimestre à l'autre. Cette même tendance a été observée au niveau des places européennes, en rapport avec l'incertitude politique en Grèce et les difficultés du secteur bancaire en Espagne. En France, le CAC40 a perdu 6,6%, le DAX Allemand a, quant lui, reculé de 7,6% et le FOOTSIÉ à Londres a baissé de 3,4%.

Par ailleurs, seules les places boursières américaines sont restées au dessus de leur niveau enregistré il y a un an. Le CAC 40 et le DAX ressortent respectivement de 19,7% et 13,0% en dessous de leur niveau de fin juin 2011. Le NIKKEI a, quant à lui, chuté de 8,2% en variation annuelle.

		Cours au 30/06/2012	Cours au 31/03/2012	Cours au 30/06/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
S&P 500	USA	1 362	1 409	1 321	-3,3	3,1	8,3	0,0
Dow Jones Industrial	USA	12 880	13 212	12 414	-2,5	3,8	5,4	5,5
CAC 40	France	3 197	3 424	3 982	-6,6	-19,7	1,2	-17,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 571	5 769	5 946	-3,4	-6,3	0,0	-5,0
NIKKEI 225	Japon	9 007	10 084	9 816	-10,7	-8,2	6,5	-17,3
DAX	Allemagne	6 416	6 947	7 376	-7,6	-13,0	8,8	-14,7
NASDAQ	USA	2 935	3 092	2 774	-5,1	5,8	12,7	-3,5

Sources : Reuters, BCEAO.

\* cours au 30/06//2012 comparé au 31/12/2011

## II - CONJONCTURE INTERNE

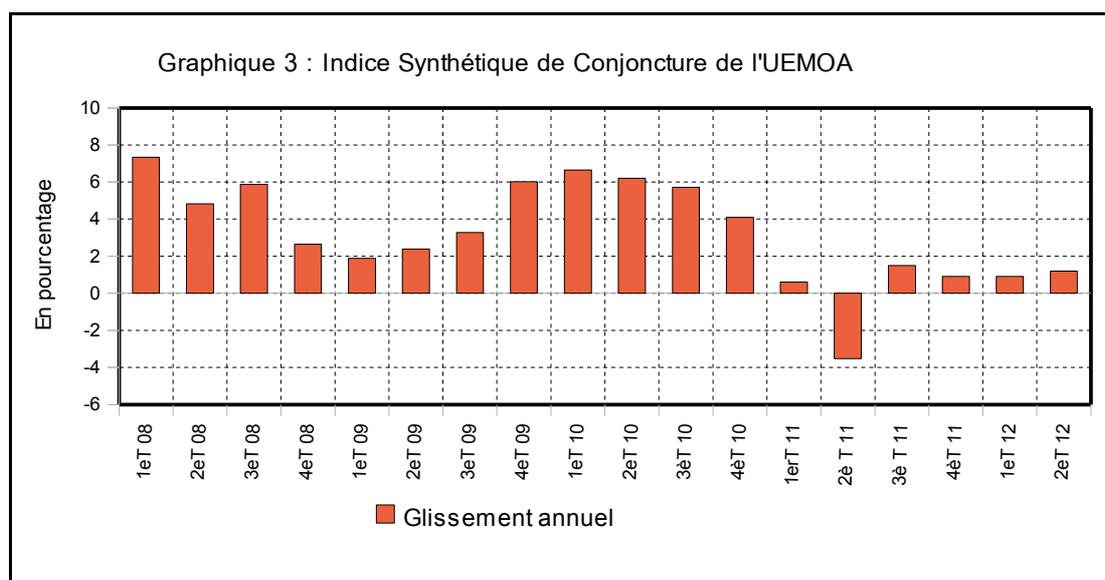
### 2.1 – Secteur réel

#### 2.1.1 - Activité économique

Evolution favorable de la conjoncture économique dans l'UEMOA.

L'activité économique a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis le troisième trimestre 2011. Au cours du deuxième trimestre 2012, l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) s'est accru de 0,5% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 1,3%, soutenu par le dynamisme de la production industrielle et la bonne orientation de l'activité dans le commerce et les services marchands<sup>1</sup>.

Le secteur de l'agriculture a enregistré une contreperformance par rapport à l'année passée. En particulier, l'offre de céréales a enregistré une baisse à l'issue de la campagne agricole 2011/2012. Selon le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière 2011/2012 dans l'Union est ressortie en repli de 17%. La baisse des récoltes a atteint 36% au Sénégal, 31% au Niger, 20% au Burkina, 10% au Mali, 9% en Guinée-Bissau et 7% en Côte d'Ivoire. La production est en hausse au Bénin (17%) et au Togo (1%).



Au deuxième trimestre 2012, les effets du déficit de la production céréalière se poursuivent. Avec l'installation de la saison pluvieuse, les conditions hydriques semblent favorables pour les semis des céréales dans les pays du Sahel.

#### a) Activité industrielle

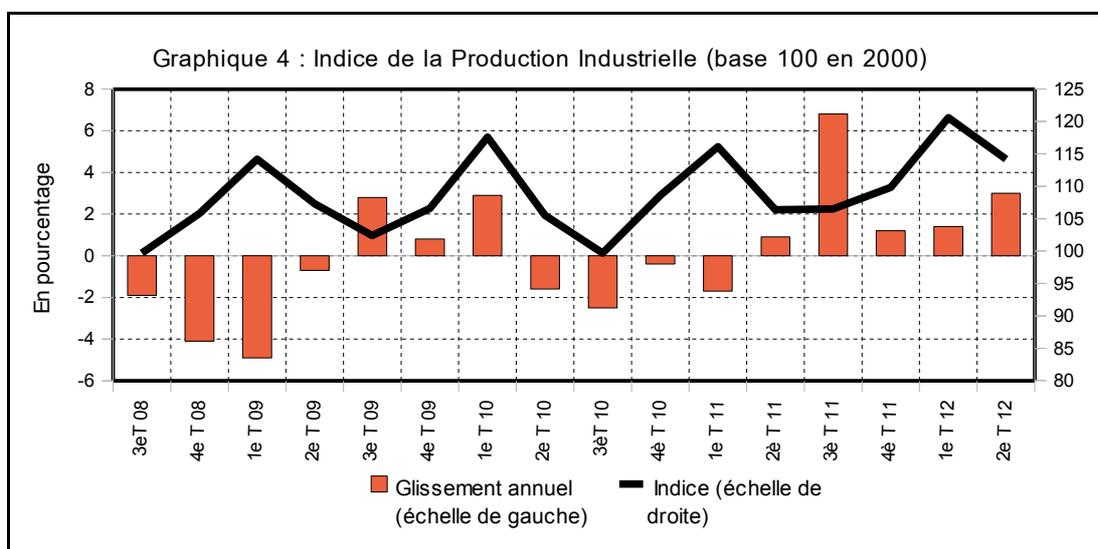
La production industrielle a enregistré une baisse de 5,4% au deuxième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution reflète le ralentissement de l'activité dans le

1. Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.

secteur manufacturier (-15,6%), en rapport avec l'amenuisement du volume des produits agricoles à transformer. En effet, le deuxième trimestre de l'année correspond à la fin de la campagne d'égrenage de coton dans la plupart des pays de l'Union, ce qui se traduit par un recul saisonnier de la production dans les secteurs concernés. A cette morosité dans le secteur manufacturier, s'est ajoutée une baisse trimestrielle de la production des raffineries de pétrole. En revanche, l'indice de la production industrielle a connu une progression trimestrielle dans les secteurs miniers (+3,9%), essentiellement au Mali, au Niger et au Togo, ainsi que dans le secteur de l'énergie (+15,4%) dans la plupart des pays de l'Union.

Maintien à la hausse de l'indice de la production industrielle, en glissement annuel.

Comparé à la même période de l'année précédente, la production industrielle est ressortie en hausse de 3,0% au deuxième trimestre 2012, après celle de 1,4% observée un trimestre plus tôt. Cette performance globale est attribuable notamment à l'activité dans les unités extractives (+2,5%), manufacturières (+4,5%) et la branche « électricité, gaz et eau » (+40,3%).



La bonne orientation de l'indice dans la branche extractive est liée notamment à la hausse de la production d'or au Mali et en Côte d'Ivoire, d'uranium au Niger et de phosphates au Togo, en phase avec le respect des plannings établis par les sociétés en début d'année. S'agissant du secteur manufacturier, le regain de dynamisme de la production industrielle est attribuable à la cadence des unités de transformation alimentaire dans la quasi-totalité des Etats membres de l'UEMOA.

Dans le secteur de l'énergie, la progression de l'indice traduit la hausse de la consommation d'électricité dans les entreprises, le taux d'utilisation des capacités de production s'étant accru de 16,6 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de l'année passée.

<b>Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle</b>							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	1 <sup>r</sup> T 2012	2 <sup>e</sup> T 2012*	2 <sup>e</sup> T 2011	1 <sup>r</sup> T 2012	2 <sup>e</sup> T 2012	2011	2012**
Bénin	27,5	11,3	23,5	-1,3	14,2	23,3	6,3
Burkina	25,4	-24,3	11,9	-18,8	17,9	2,1	-6,3
Côte d'Ivoire	-0,8	1,5	-3,3	7,6	4,3	-4,5	5,9
Guinée-Bissau	-10,5	-10,4	14,0	4,7	-9,3	8,7	-2,4
Mali	18,8	-27,1	13,4	-9,4	-6,3	-4,1	-8,1
Niger	-1,7	8,7	5,1	23,3	3,4	-5,5	12,0
Sénégal	8,0	-9,0	9,4	3,3	-8,4	9,4	-2,6
Togo	-1,3	2,2	36,8	17,4	5,2	19,3	10,9
<b>UEMOA</b>	<b>5,8</b>	<b>-5,4</b>	<b>5,1</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>0,7</b>	<b>2,2</b>

Source : BCEAO.

\* Données provisoires pour juin 2012

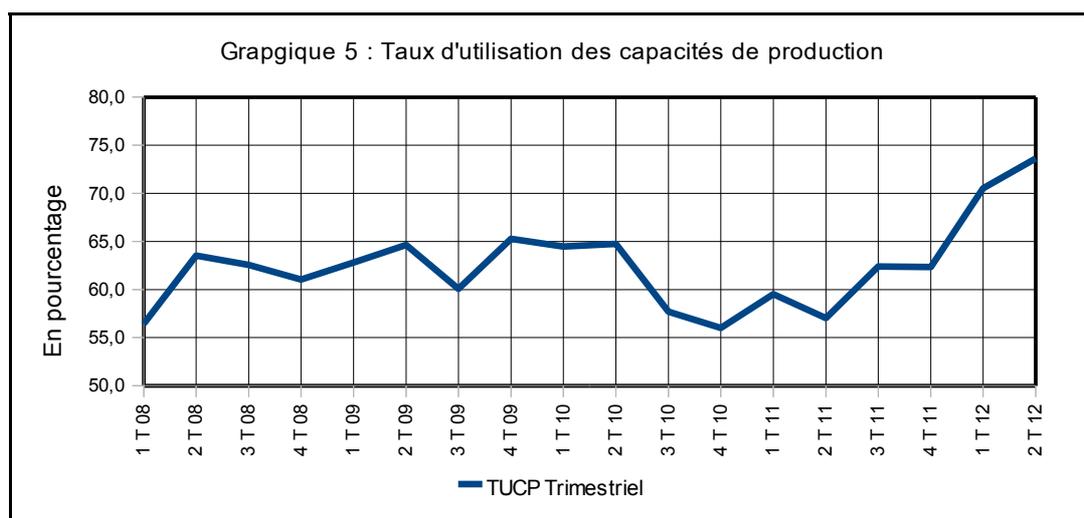
\*\* moyenne sur les 6 mois de l'année 2012

Au deuxième trimestre 2012, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 17,9% au Burkina, 14,2% au Bénin, 5,2% au Togo, 4,3% en Côte d'Ivoire et 3,4% au Niger. En revanche, l'indicateur a reculé au Mali (-6,3%), au Sénégal (-8,4%) et en Guinée-Bissau (-9,3%).

En moyenne sur les six premiers mois de l'année 2012, l'indice de la production industrielle a enregistré une augmentation de 2,2% contre 0,7% à la même période de l'année précédente.

#### **b) Taux d'utilisation des capacités de production, coûts salariaux et effectifs employés**

Au deuxième trimestre 2012, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est ressorti à 73,6%, en hausse de 3,1 points par rapport au trimestre précédent et de 16,6 points en variation annuelle. Cette évolution traduit la hausse enregistrée en Côte d'Ivoire (24,8 points), au Burkina (14,8 points), au Mali (8,2 points) et au Sénégal (10,8 points). Par pays, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises industrielles s'est établi à 82,2% en Côte d'Ivoire, 77,9% au Niger, 68,2% au Mali, 67,1% au Sénégal, 59,2% au Bénin, 54,2% au Burkina, 53,0% au Togo et 47,5% en Guinée-Bissau au cours de la période sous revue.

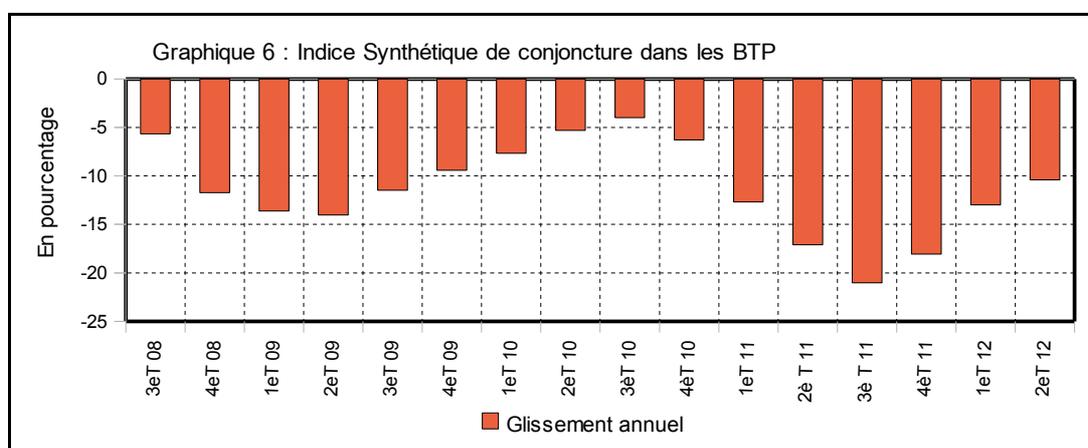


S'agissant des coûts salariaux, une tendance haussière est observée, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2012. Quant aux effectifs employés, il est apparu une relative stabilité des effectifs permanents dans les entreprises au deuxième trimestre 2012. En revanche, la tendance des salariés non permanents est à la baisse.

### c) Bâtiments et travaux publics

L'activité dans le secteur des BTP en variation annuelle a enregistré un repli au deuxième trimestre 2012. Cette situation est en rapport avec le recul observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.

Ralentissement de la baisse de l'activité dans les BTP.



En dépit des importants projets d'investissement public initiés, l'activité dans les BTP reste en dessous de son niveau habituel en Côte d'Ivoire. Elle demeure morose au Mali et au Togo. Une stagnation de l'activité dans le secteur est enregistrée au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal.

### d) Activité commerciale

La hausse du chiffre d'affaires dans le commerce, observée depuis le troisième trimestre 2011, s'est poursuivie au cours du deuxième trimestre 2012 à un rythme moins prononcé.

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

En effet, l'indice s'est accru de 0,9% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet des ventes de produits de l'alimentation (+4,0%), notamment ceux de l'agriculture et de la pêche. Dans ce secteur, la hausse du chiffre d'affaires traduit notamment l'augmentation des prix des céréales locales (maïs, mil sorgho) dans les pays du sahel. Le chiffre d'affaires s'est également amélioré au niveau des ventes d'articles d'habillement de la personne et dans le secteur des automobiles, motocycles et pièces détachées. Par contre, les ventes de matériels d'équipement et de produits ménagers ont reculé d'un trimestre à l'autre, principalement au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Sénégal.

Par rapport à la même période de l'année passée, le chiffre d'affaires dans le commerce reste relativement bien orienté. En effet, au cours du deuxième trimestre 2012, l'indice a progressé de 19,9% par rapport à la même période de l'année précédente. Ces performances notées dans l'ensemble des secteurs d'activités, s'expliquent en partie par l'effet de rattrapage notamment en Côte d'Ivoire où l'activité commerciale avait enregistré une baisse exceptionnelle au cours du premier semestre 2011, du fait de la crise post-électorale. La hausse des prix des produits pétroliers s'est par ailleurs traduite par un net accroissement du chiffre d'affaires dans ce secteur, notamment au Bénin, au Burkina et en Guinée-Bissau.

Au deuxième trimestre 2012, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+43,8%), en Côte d'Ivoire (+42,9%), au Bénin (+30,6%), au Burkina (+24,1%), au Niger (+5,6%) et au Mali (+2,8%). En revanche, un repli a été observé au Sénégal (-1,7%) et au Togo (-0,4%).

<b>Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)</b>							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	1 <sup>r</sup> T 2012	2 <sup>e</sup> T 2012*	2 <sup>e</sup> T 2011	1 <sup>r</sup> T 2012	2 <sup>e</sup> T 2012	2011	2012**
Bénin	20,9	-1,9	-14,0	32,7	30,6	-12,6	32,9
Burkina	-18,4	14,0	31,1	7,1	24,1	45,6	15,5
Côte d'Ivoire	4,8	2,0	-15,8	40,2	42,9	-13,4	41,5
Guinée-Bissau	14,1	14,7	49,2	55,7	43,8	41,2	49,1
Mali	4,2	-6,7	32,4	18,1	2,8	41,7	10,2
Niger	5,6	-0,4	11,0	2,1	5,6	23,6	6,4
Sénégal	0,7	-0,2	19,7	4,1	-1,7	21,5	1,1
Togo	-6,3	7,6	14,7	-2,1	-0,4	18,4	-1,5
<b>UEMOA (*)</b>	<b>2,6</b>	<b>0,9</b>	<b>2,2</b>	<b>21,1</b>	<b>19,9</b>	<b>6,1</b>	<b>20,5</b>

Source : BCEAO.

\* Données provisoires pour juin 2012

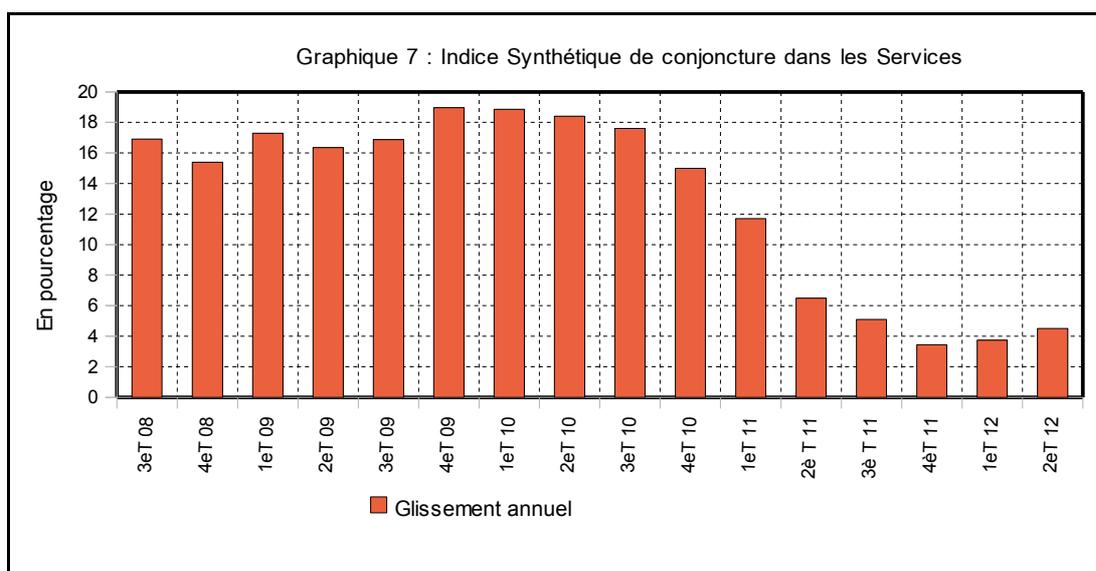
\*\* moyenne sur les 6 mois de l'année 2012

En moyenne sur les six premiers mois de l'année 2012, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a connu un accroissement de 20,5% contre 6,1% à la même période de l'année précédente.

### e) Services marchands

Orientation à la hausse de l'activité dans le secteur des services marchands.

La bonne orientation de l'activité économique dans les services marchands s'est maintenue en glissement annuel au deuxième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est due au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse, en glissement annuel, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands n'a pas connu d'évolution significative au Bénin, au Mali et au Togo. Elle est ressortie en baisse en Guinée-Bissau.

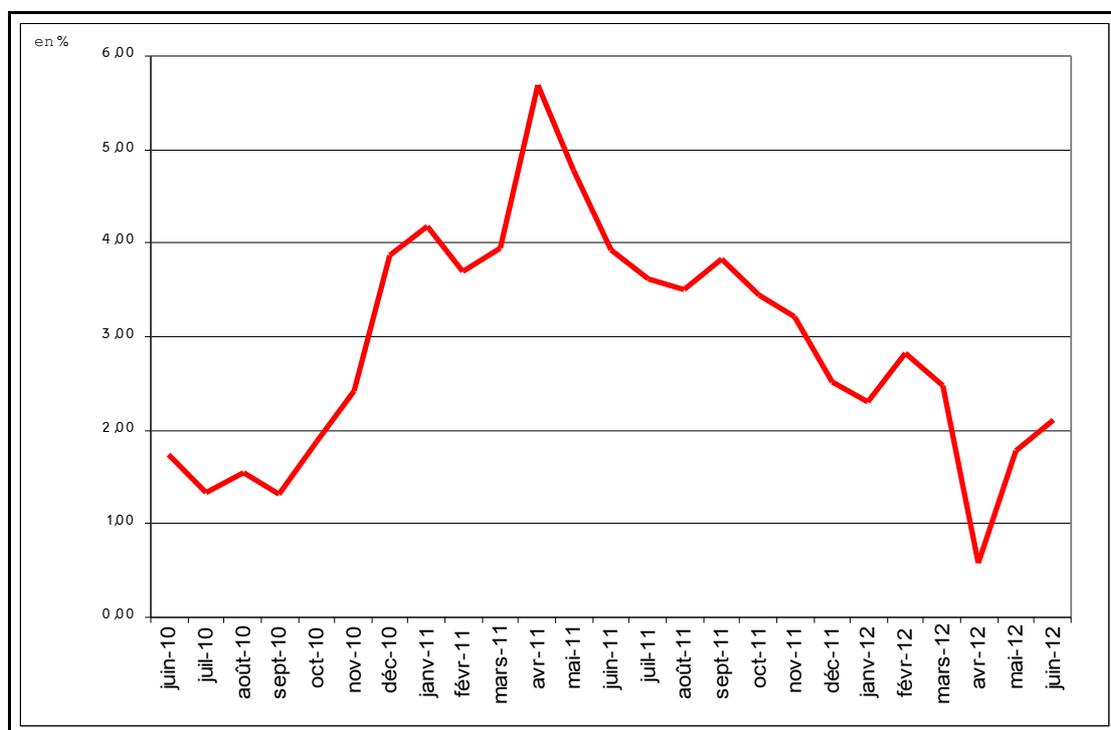
### 2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

#### a) Evolution de l'inflation

Ralentissement de la hausse des prix dans l'Union au 2<sup>e</sup> trimestre 2012.

Une décélération de l'inflation a été observée au deuxième trimestre 2012. Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est passé de 2,5% à fin mars 2012 à 0,6% à fin avril 2012, avant de remonter à 1,8% à fin mai 2012 et 2,1% à fin juin 2012. La progression moyenne des prix est ainsi ressortie à 1,5% au deuxième trimestre 2012 contre 2,5% au trimestre précédent. Cette orientation baissière de l'inflation résulte de la diminution des prix des carburants au deuxième trimestre dans certains pays de l'Union, en phase avec le repli des cours mondiaux du pétrole brut et l'impact des mesures prises dans les pays pour contenir la hausse des prix des céréales locales et importées. Elle s'explique également par un effet de base dû à la forte hausse des prix en Côte d'Ivoire pendant la crise post-électorale de 2011.

**Graphique 8 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA**



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

L'analyse des contributions à l'inflation montre que les composantes « Alimentation » et « Transport » restent les principales sources de la hausse des prix à fin juin 2012. La fonction « Alimentation » a contribué à hauteur de 1,0 point de pourcentage à la progression des prix, en rapport notamment avec l'augmentation, en rythme annuel, des prix des céréales locales (mil, maïs, etc.) dans les pays sahéliens enclavés (Burkina, Mali et Niger). Ainsi, en moyenne dans ces pays, le prix du sac de 100 kilogrammes de mil est passé de 18.733 FCFA en juin 2011 à 28.689 FCFA en juin 2012, soit une hausse de 53,1%.

La rubrique « Transport » est la seconde source de la progression des prix, avec une contribution de 0,4 point de pourcentage. En effet, en dépit de la baisse enregistrée dans certains pays au cours du deuxième trimestre 2012, les prix moyens des carburants dans l'Union sont restés supérieurs à leurs niveaux à la même période de 2011. En particulier, l'augmentation des prix des produits pétroliers au Nigeria, à la suite de la diminution des subventions, a induit un renchérissement des carburants vendus en vrac et des services de transport au Bénin et au Togo. Au Burkina et au Mali, les prix des carburants qui étaient restés stables au premier trimestre 2012 ont été ajustés à la hausse avec un décalage au second trimestre 2012, en rapport avec les tensions sur les cours du pétrole brut observées au cours des premiers mois de l'année.

<b>Tableau 7 : Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)</b>					
Fonctions	juin- 2011	mars - 2012	avril - 2012	mai - 2012	juin - 2012
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,2	0,8	-0,5	0,5	1,0
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Logement	0,4	0,3	0,0	0,2	0,2
Ameublement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4
Communication	-0,3	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	0,6	0,5	0,2	0,4	0,3
Autres biens	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Ensemble	3,9	2,5	0,6	1,8	2,1

Sources : BCEAO, INS.

A fin juin 2012, les taux d'inflation les plus élevés sont observés au Bénin (6,7%), au Mali (6,5%) et au Burkina (5,4%). Le taux d'inflation élevé au Bénin est la conséquence des mesures de réduction de la subvention des prix des carburants au Nigeria. Au Mali, les tensions sur les prix des produits alimentaires sont accentuées par l'impact de la crise socio-politique. La hausse des prix au Burkina résulte des tensions sur les prix des céréales locales et de la hausse des prix des carburants et des services de transport en avril 2012.

Les taux d'inflation les plus bas sont enregistrés au Niger (-0,1%), au Sénégal (0,2%) et en Côte d'Ivoire (1,0%). Au Niger, la baisse du niveau général des prix est induite par la diminution des prix des carburants à la faveur du démarrage de la production nationale de produits pétroliers. Elle résulte également du repli des prix des produits maraîchers (pomme de terre, oignon, etc.), en rapport avec une offre excédentaire.

Au Sénégal, la hausse des prix a été contenue grâce à la diminution des prix des carburants et du gaz. Dans ce pays, les mesures prises par le Gouvernement ont par ailleurs permis de réduire le coût du riz importé (-5,3%) et du sucre (-5,0%).

En Côte d'Ivoire, le niveau faible du taux d'inflation résulte des mesures d'urgence prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la vie chère. Il s'agit notamment de

la réduction du prix du riz et du sucre à la faveur d'une concertation entre le Gouvernement et des importateurs, ainsi que des actions pour améliorer la fluidité du transport des marchandises à l'intérieur du pays. Par ailleurs, le Gouvernement a décidé en août 2012 une suspension des droits et taxes à l'importation de riz pour une période de 3 mois. La faiblesse du taux d'inflation s'explique également par des effets de base, induits par le niveau exceptionnellement élevé des prix en 2011, en rapport avec la crise post-électorale.

D'une manière générale, l'inflation dans l'Union a été influencée par l'impact baissier sur les prix des mesures prises dans la plupart des Etats. Ces mesures ont trait notamment à la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la distribution de semences pour les cultures de contre-saison dans les pays du Sahel.

<b>Tableau 8 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)</b>					
<b>Pays</b>	juin- 2011	mars - 2012	avril - 2012	mai - 2012	juin - 2012
Bénin	1,7	7,4	6,4	7,1	6,7
Burkina	2,5	4,2	5,1	5,8	5,4
Côte d'Ivoire	4,6	0,6	-3,9	-1,2	1,0
Guinée-Bissau	7,2	2,2	1,9	1,7	1,9
Mali	2,7	6,6	7,2	8,2	6,5
Niger	2,3	0,1	0,9	2,4	-0,1
Sénégal	4,3	2,7	2,1	0,6	0,2
Togo	4,9	2,1	2,0	3,3	2,0
<b>UEMOA</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>

Sources : BCEAO, INS.

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre une hausse plus importante des prix des produits locaux (+2,3%) par rapport aux biens importés (+1,6%). La progression des prix à fin juin 2012, pour les biens produits localement, reste liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des céréales, des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration. La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement du renchérissement des carburants.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,7 point et 0,4 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin juin 2012.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	juin-2011	mars - 2012	avril-2012	mai - 2012	juin - 2012
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,7	3,7	2,5	0,6	2,0	2,3
	Produits importés	27,3	4,6	2,4	0,4	1,3	1,6
	<b>Inflation globale</b>	<b>100</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,7	2,7	1,8	0,5	1,4	1,7
	Produits importés	27,3	1,2	0,7	0,1	0,4	0,4

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits montre que l'inflation à fin juin 2012 est due à la fois au renchérissement des biens (+1,9%) et des services (+2,5%). La hausse des prix des biens est liée notamment au renchérissement des carburants et des produits alimentaires. Celle des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des coûts des transports, notamment au Bénin, au Burkina et au Togo et de la progression des frais de restauration. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 1,0 point et 1,1 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2012.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services							
	Composantes	Pondération (en %)	juin- 2011	mars - 2012	avril-2012	mai - 2012	juin - 2012
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	5,2	2,4	-0,4	1,4	1,9
	Services	39,9	2,0	2,6	2,2	2,4	2,5
	<b>Inflation globale</b>	<b>100</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	3,1	1,4	-0,3	0,9	1,1
	Services	39,9	0,8	1,1	0,9	0,9	1,0

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti stable, en glissement annuel, par rapport à mars 2012.

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,4% à fin juin 2012, stable par rapport à son niveau à fin mars 2012. La progression de l'inflation sous-jacente reste impulsée par le renchérissement des services et des produits alimentaires importés (huile, lait, etc.). La hausse des prix des produits frais (+1,5%) et de l'énergie (0,5%) est de moindre ampleur que celle de la composante sous-jacente. Ainsi, l'inflation sous-jacente est supérieure à l'inflation observée.

Tableau 11 : Evolution de l'inflation sous-jacente							
	Composantes	Pondération (en %)	juin-2011	mars - 2012	avril-2012	mai - 2012	juin - 2012
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	8,8	2,3	-2,6	0,7	1,5
	Energie	7,5	5,7	1,5	-0,2	2,0	0,5
	Inflation sous-jacente	75,9	3,3	2,4	1,4	2,1	2,4
	<b>Inflation globale</b>	<b>100</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	1,2	0,4	-0,4	0,1	0,2
	Energie	7,5	0,2	0,1	0	0,1	0,1
	Inflation sous-jacente	75,9	2,5	2,0	1,0	1,6	1,8

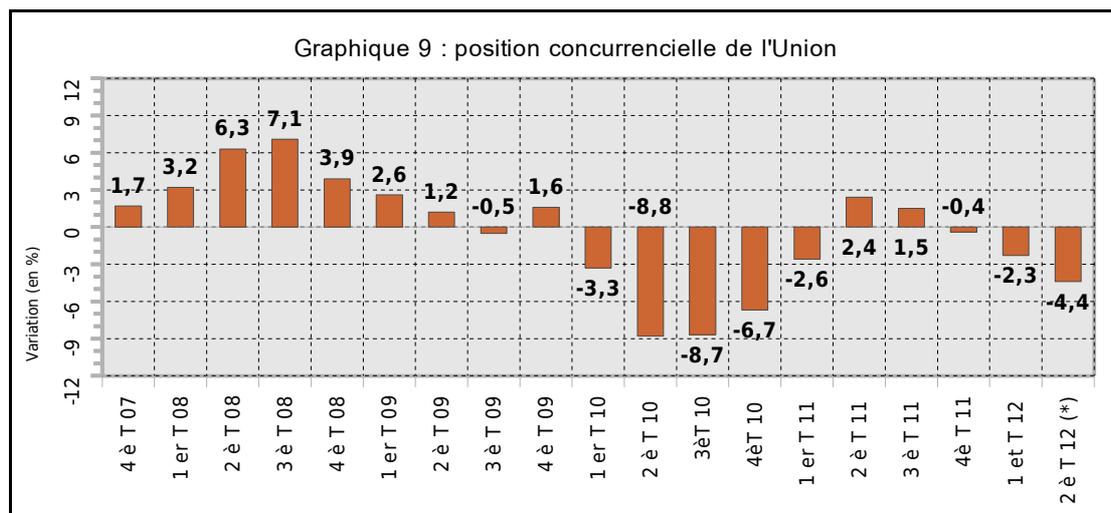
Sources : BCEAO, INS.

## b) La position concurrentielle de l'Union

Gain de compétitivité, en glissement annuel, pour l'Union au deuxième trimestre 2012.

En glissement annuel, l'Union a enregistré un gain de compétitivité au deuxième trimestre 2012, confirmant la tendance observée depuis le quatrième trimestre 2011. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une amélioration de la compétitivité de 4,4% par rapport à ses principaux partenaires, après celle de 2,3% relevée au trimestre précédent.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue s'explique par un différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 2,8 points de pourcentage, conjugué à une baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,6%. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la remontée du dollar américain vis-à-vis de l'euro.



Source : BCEAO.

(\*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport à l'ensemble des regroupements de partenaires. Le gain de compétitivité a atteint 7,9% à l'égard des Etats

émergents, 7,7% vis-à-vis des pays asiatiques, 6,7% vis-à-vis des partenaires environnants et 2,4% à l'égard des pays industrialisés. En particulier, l'Union a enregistré un gain de compétitivité de 0,9% à l'égard de la Zone euro.

Au deuxième trimestre 2012, en glissement annuel, tous les pays de l'Union ont enregistré un gain de compétitivité, à l'exception du Burkina et du Mali. L'amélioration de la position concurrentielle s'est située à 6,7% en Côte d'Ivoire, 4,8% au Niger, 3,8% au Sénégal et au Togo, 1,4% au Bénin et 1,1% en Guinée-Bissau. La perte de compétitivité est de 2,0% au Burkina et de 2,9% au Mali.

<b>Tableau 12 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)</b>										
Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011	4 <sup>ème</sup> T 2011	1 <sup>er</sup> T 2012 (*)	2 <sup>ème</sup> T 2012 (*)	4 <sup>ème</sup> T 2011	1 <sup>er</sup> T 2012 (*)	2 <sup>ème</sup> T 2012 (*)	A fin mars 2012 (*)	A fin juin 2012 (*)
Partenaires industrialisés	-1,6	1,3	-1,5	0,3	-0,7	-0,2	-1,0	-2,4	-19,0	-19,6
Pays de la Zone euro	-0,2	1,3	-1,0	0,7	-0,4	0,3	-0,1	-0,9	-18,8	-19,1
Partenaires environnants	-15,3	-1,5	2,4	-4,0	-2,6	2,3	-4,4	-6,7	-56,1	-57,3
Pays asiatiques	-13,1	-1,1	-1,6	-0,6	-2,6	-2,4	-4,6	-7,7	-31,4	-33,1
Pays UE25	-0,7	1,2	-1,2	0,5	-0,5	0,2	-0,4	-1,4	-19,8	-20,2
Pays émergents	-14,2	-1,6	-1,4	-1,1	-2,8	-2,7	-4,4	-7,9	-29,8	-31,8
Pays africains de la Zone franc	0,0	1,4	-1,3	1,0	0,4	0,3	-0,2	-1,2	-0,1	0,3
Tous partenaires confondus	-6,9	0,2	-0,9	-0,8	-1,5	-0,4	-2,3	-4,4	-28,5	-29,5

Source : BCEAO.

(\*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité  
(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

## 2.2 – Finances Publiques

Atténuation du déficit budgétaire à fin juin 2012, par rapport à la réalisation de juin 2011.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union ont augmenté de 13,7% en juin 2012, ressortant à 3.885,3 milliards contre 3.417,7 milliards un an plus tôt. Cette progression a été induite par un meilleur recouvrement des recettes fiscales et à la reprise des activités économiques en Côte d'Ivoire, suite à la fin de la crise socio-politique dont l'impact s'était ressenti négativement sur l'économie de l'Union.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils se sont accrus de 10,8%, en passant de 3.739,9 milliards à fin juin 2011 à 4.143,8 milliards à fin juin 2012. Cette situation s'explique par l'augmentation des dépenses courantes, notamment les charges d'intérêt sur la dette publique et les transferts et subventions qui ont enregistré respectivement une hausse de

19,1% et 12,6%. Les dépenses en capital se sont accrues dans les pays de l'Union, en liaison avec la poursuite de l'exécution des investissements publics, notamment dans le domaine des infrastructures. Globalement, le niveau des dépenses en capital est ressorti à 1.098,2 milliards en juin 2012 contre 966,3 milliards en juin 2011.

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée au premier semestre 2012 par une atténuation des déficits publics. Le déficit global, base engagements, hors dons, est estimé à 258,5 milliards à fin juin 2012 contre 322,2 milliards un an auparavant. Rapporté au PIB, il ressort à 0,6% à fin juin 2012 contre 0,9% à fin juin 2011. Le solde budgétaire de base est excédentaire de l'ordre de 256,3 milliards, ressortant à 294,6 milliards en juin 2011. Cette situation reflète la bonne évolution des recettes fiscales en raison de la performance des régies financières.

### **2.3 – Secteur extérieur<sup>2</sup>**

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est creusé, en variation trimestrielle, de 38,2 milliards, en passant de 382,9 milliards au premier trimestre 2012 à 421,2 milliards au deuxième trimestre 2012. Cette évolution est imputable à une hausse des importations en valeur FOB (+6,6%) plus importante que celle des recettes d'exportations (+6,1%).

Les exportations sont ressorties en hausse de 6,1%, passant de 2.710,1 milliards au premier trimestre 2012 à 2.876,0 milliards au 2<sup>e</sup> trimestre 2012. Cette situation est attribuable à l'augmentation en volume des ventes d'or (+39,7%), d'anarcade (+34,3%), de café (+10,8%), du coton (+0,5%), de produits pétroliers (+4,3%) et d'uranium (+3,0%). La tendance haussière des quantités vendues à l'extérieur est, toutefois, atténuée par le repli général des cours des principaux produits exportés, à l'exception du café (+7,0%). Les baisses des prix les plus prononcées ont été observées au niveau de l'uranium (-50,6%), du coton (-12,9%), du pétrole (-7,2%), du caoutchouc (-5,2%) et de l'or (-2,6%).

Les importations sont estimées à 3.979,0 milliards en valeur FOB au cours du deuxième trimestre 2012, en hausse de 6,6% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de l'accroissement du volume (+9,6%), modéré par la baisse des prix des principaux produits importés. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits alimentaires, des produits pétroliers, ainsi que des acquisitions de biens et d'équipement, pour les réalisations d'infrastructures. Cette situation est en phase avec l'accroissement des besoins en produits alimentaires dans certains pays de l'Union, notamment ceux du Sahel qui ont connu un déficit céréalier important et la reprise des activités en Côte d'Ivoire. La hausse de la facture des importations, a, toutefois, été atténuée par le fléchissement, en variation trimestrielle, des prix des principales denrées alimentaires importées, à l'exception du café et du riz dont les prix ont affiché des hausses respectives en FCFA de 7,0% et 5,9%.

---

<sup>2</sup> *Estimations au deuxième trimestre 2012. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue.*

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le solde de la balance commerciale de l'Union affiche une détérioration de 696,9 milliards, en raison d'une hausse des importations (+29,0%) plus importante que celle des exportations (+1,6%). La forte progression des importations traduit, d'une part, la reprise de l'activité en Côte d'Ivoire, qui a stimulé la demande en produits pétroliers et en biens d'équipement, et d'autre part, la crise alimentaire dans les pays du sahel, qui a induit un accroissement des besoins d'approvisionnement à l'étranger en biens de consommation courante.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est situé à 87,2% à fin juin 2012, contre 87,6% à fin mars 2012 et 110,8% à fin juin 2011.

## **2.4 – Secteur monétaire et financier**

### **2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union**

Faible hausse de la masse monétaire à fin mai 2012 comparée à fin mars 2012.

La masse monétaire dans l'UEMOA a augmenté à fin mai 2012, comparée à fin mars 2012, renouant ainsi avec sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 1,9%, pour se fixer à 13.848,3 milliards à fin mai 2012 contre 13.592,4 milliards à fin mars 2012 et 12.536,8 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 1,9% à 5.377,2 milliards, de même que les dépôts à terme, qui ont augmenté de 1,6%, pour s'établir à 4.728,2 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin mai 2012, une régression de 1,7% par rapport à fin mars 2012, pour se situer à 5.643,1 milliards. Cette évolution est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une chute sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 10.595,0 milliards à fin mai 2012 contre 10.293,2 milliards à fin mars 2012, en hausse de 2,9%. Cette situation traduit une augmentation des concours au secteur privé de 2,3% et un accroissement sensible des créances nettes aux Etats de 4,9%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 1,4% des crédits à moyen et long terme et une augmentation de 2,9% des crédits à court terme.

### **2.4.2 - Evolution du marché monétaire**

Hausse du montant mis en adjudication sur les guichets de la BCEAO.

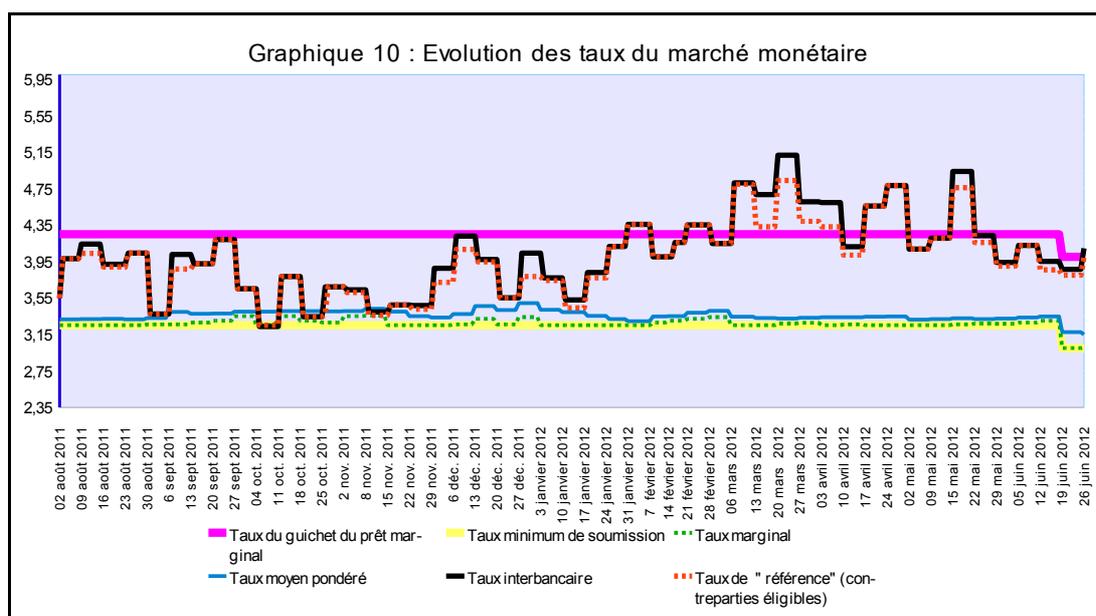
Au cours du deuxième trimestre 2012, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication se sont globalement accrus pour répondre à la demande croissante de liquidité des banques. Ainsi, sur le marché à une semaine, le montant moyen hebdomadaire mis en adjudication est passé de 408,3 milliards au cours des trois premiers mois de l'année, à 450,0 milliards au deuxième trimestre 2012. Sur le guichet à un mois, le montant moyen mensuel mis en adjudication a été porté à 362,5 milliards au cours du trimestre sous revue contre 341,7 milliards un trimestre plus tôt.

Les opérations d'injection de liquidité sont réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission porté de 3,25% à 3,0% à compter du 16 juin 2012. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est situé à 3,25% à la fin du deuxième trimestre 2012 contre 3,33% à fin mars 2012. S'agissant du guichet à un mois, le taux moyen pondéré est passé de 3,43% au premier trimestre 2012 à 3,27% au deuxième trimestre 2012.

Le marché interbancaire est apparu plus animé au deuxième trimestre 2012, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, s'est accru de 9,1 milliards, pour se situer à 67,9 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 37,0 milliards au premier trimestre 2012 à 49,3 milliards au deuxième trimestre 2012.

Hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

Nonobstant l'accroissement des montants injectés par la Banque Centrale, les taux sur le marché interbancaire se sont inscrits en hausse au deuxième trimestre 2012. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités



confondues, est passé de 4,47% au premier trimestre 2012 à 4,60% au deuxième trimestre 2012, soit une augmentation de 13 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux interbancaire est ressorti à 4,24% au deuxième trimestre 2012 contre une moyenne de 4,25% au cours du trimestre précédent, se situant au dessus de la borne supérieure du corridor constitué par le taux du prêt marginal fixé à 4,0% le 16 juin 2012 et le taux minimum de soumission de 3,0%.

Relative stabilité des opérations au guichet du prêt marginal.

Les opérations au guichet du prêt marginal n'ont pas enregistré d'évolution significative au cours du trimestre sous revue. L'encours des prêts sur ce guichet est ressorti relativement stable à 63,3 milliards comme au premier trimestre 2012.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.171,4 milliards à fin juin 2012 contre 911,2 milliards à fin mars 2012. Les montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor a atteint 260,2 milliards sur le deuxième trimestre 2012 contre 220,5 milliards le trimestre précédent. Les Trésors publics de l'Union ont mobilisé des ressources au taux moyen de 5,50%, en baisse de 68 points de base par rapport au trimestre précédent.

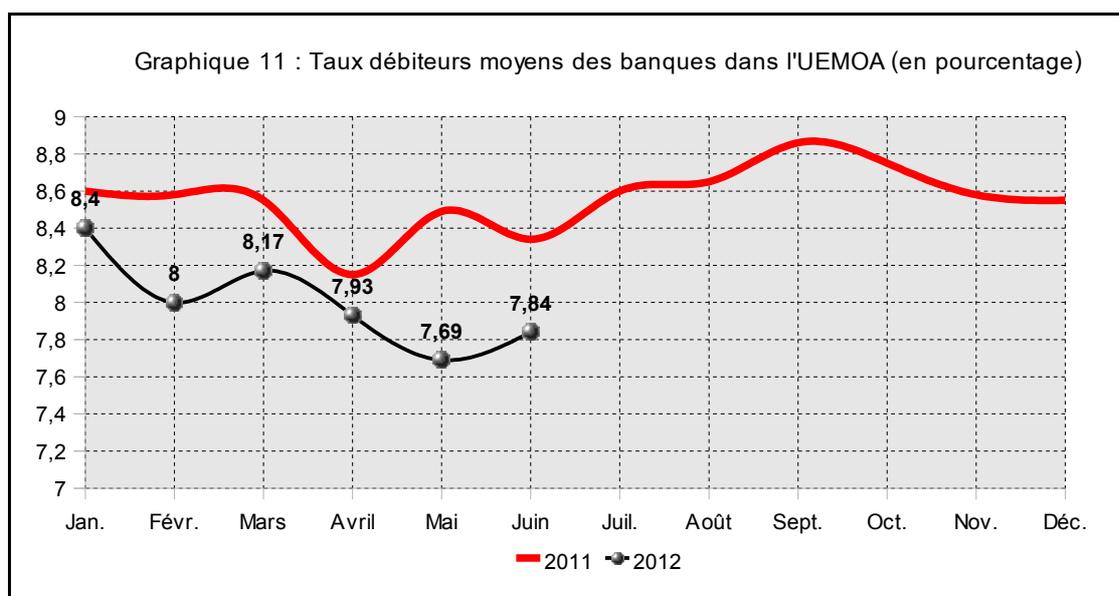
### 2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Poursuite de la baisse des taux débiteurs au niveau régional.

Les taux d'intérêt débiteurs ont poursuivi, au cours de la période sous revue, leur tendance baissière observée depuis le troisième trimestre 2011. Sur la même période, il est relevé<sup>3</sup> un recul des taux créditeurs appliqués sur les dépôts de la clientèle des banques.

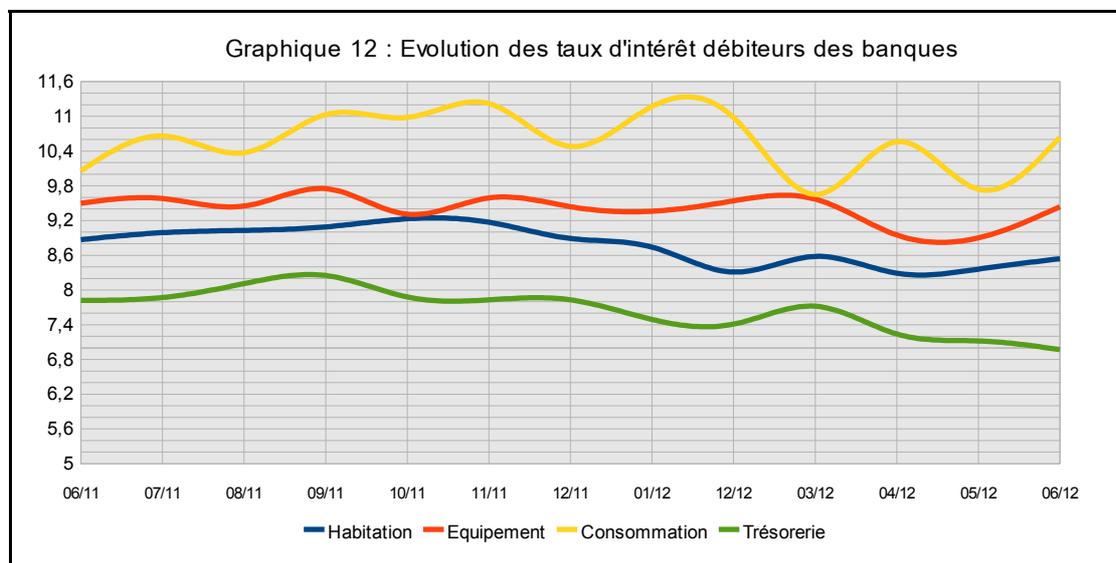
En effet, le taux débiteur moyen hors taxes et charges, pondéré par le volume des crédits mis en place, est ressorti en moyenne à 7,82% au deuxième trimestre 2012, contre 8,20%, 8,54% et 8,66% au premier trimestre 2012, quatrième et troisième trimestres 2011 respectivement. Cette baisse du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale traduit notamment l'assouplissement des conditions des crédits au Sénégal (-63 points de base), en Guinée-Bissau (-38 points de base), au Niger (-22 points de base) et au Bénin (-11 points).

La clientèle la plus concernée par le repli des taux d'intérêt débiteurs, au deuxième trimestre 2012, se compose des sociétés d'Etat, des entreprises individuelles et des particuliers.



<sup>3</sup> Les données du mois de juin 2012 sont provisoires.

L'allègement des taux débiteurs a concerné les besoins de trésorerie (-43 points de base), ainsi que les crédits à l'équipement (-39 points de base), les crédits à la consommation (-29 points de base) et les crédits à l'habitation (-15 points de base). Ainsi, sur le deuxième trimestre 2012, le taux d'intérêt moyen appliqué à ces catégories de crédits se sont établis, hors taxes et charges, à 7,51%, 8,90%, 10,31 et 8,40% respectivement.



Le volume des **crédits bancaires mis en place** au cours du deuxième trimestre 2012 est ressorti en hausse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, s'est fixée à 573,6 milliards au cours du trimestre sous revue, soit une progression de 6,2%. Cette augmentation reflète essentiellement l'accroissement des crédits bancaires observé en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Hausse du volume des crédits bancaires.

L'analyse selon l'objet indique une hausse du volume des crédits à l'habitation, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie, établis respectivement, en moyenne, à 11,2 milliards, 64,1 milliards et 429,8 milliards au deuxième trimestre 2012 contre 9,8 milliards, 56,7 milliards et 388,7 milliards au premier trimestre 2012. En revanche, les crédits à la consommation et les crédits à l'exportation se sont repliés, pour se situer respectivement à 86,1 milliards et 0,7 milliard contre 86,3 milliards et 8,2 milliards un trimestre plus tôt.

En variation trimestrielle, baisse du volume des dépôts bancaires.

Concernant les **dépôts bancaires**, les ressources mobilisées par les banques se sont inscrites en baisse au cours du trimestre sous revue, comparativement au premier trimestre 2012. En moyenne mensuelle, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 470,2 milliards contre 509,0 milliards au premier trimestre 2012, soit une contraction de 7,6%. Cette diminution a été observée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali.

La contraction du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux sociétés d'Etat, à la clientèle financière des banques, ainsi qu'aux entreprises privées du secteur productif. Les ressources déposées par les sociétés d'Etat se sont situées à 40,5 milliards

contre 50,7 milliards le trimestre précédent. Pour la clientèle financière et les entreprises privées du secteur productif, les ressources déposées se sont élevées à 27,2 milliards et 125,3 milliards contre 32,2 milliards et 129,0 milliards un trimestre plus tôt.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en diminution d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est établi à 4,90% contre 5,05% au cours du trimestre précédent. Cette baisse a concerné principalement la clientèle financière, les sociétés d'Etat et les entreprises privées du secteur productif. Les taux appliqués à ces catégories de clientèle se sont établis respectivement à 4,32% (-110 points de base), 4,80% (-23 points de base) et 5,04% (-15 points de base).

Au deuxième trimestre 2012, les taux de rémunération des dépôts bancaires se situent à 5,02% pour les particuliers et 5,53% pour les entreprises individuelles.

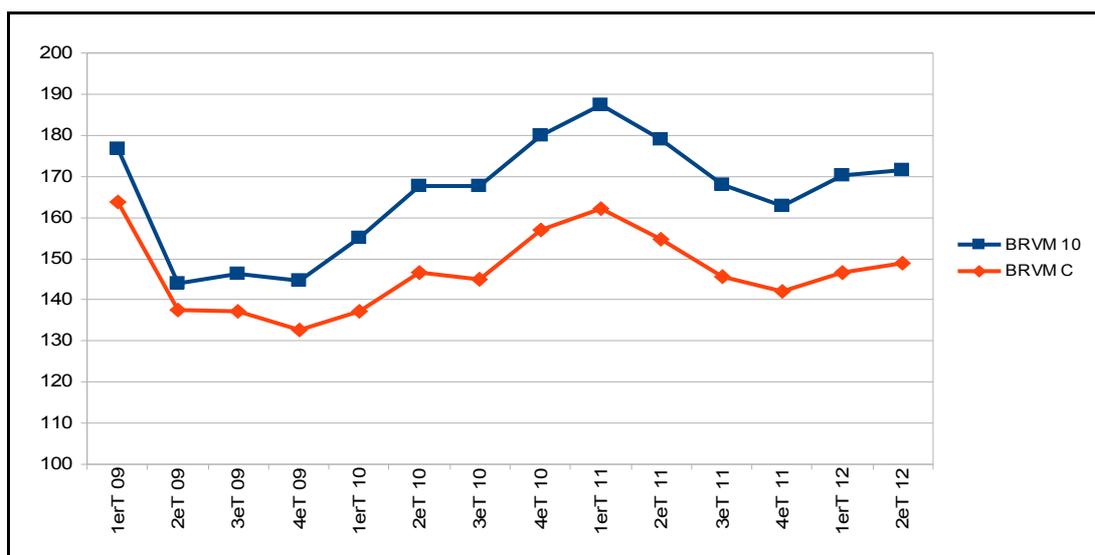
#### 2.4.4 - Evolution du marché financier

Repli, en glissement annuel, des indices BRVM.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du second trimestre 2012, par une baisse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché en glissement annuel.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est déprécié de 4,1% pour se fixer à 171,6 points contre 179,0 points un an plus tôt, tandis que l'indice BRVM composite s'est replié de 3,7% à 148,9 points contre 154,6 points à la même période de l'année précédente. En revanche, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont accrus respectivement de 0,8% et 1,5% en variation trimestrielle.

**Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la BRVM**



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 4.204,2 milliards au cours du trimestre sous revue contre 4.115,1 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 5,3%. Cet accroissement de la capitalisation boursière est dû

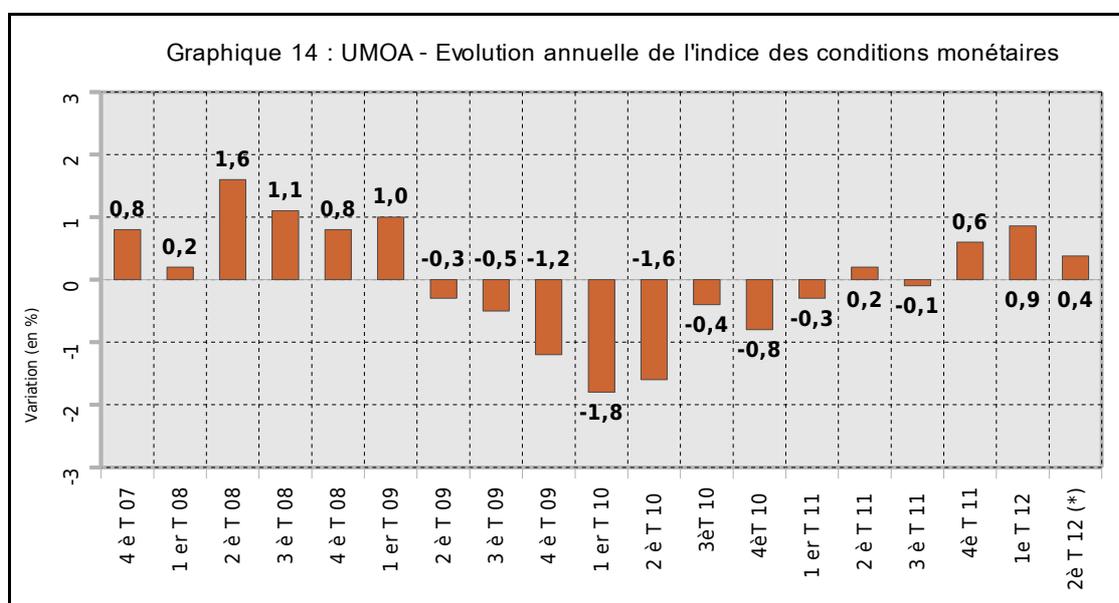
essentiellement à la hausse de 0,4% de la capitalisation du marché des actions et à l'augmentation de 33,2% de celle du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une hausse de 2,2% au second trimestre 2012, liée à l'accroissement de 1,4% de la capitalisation du marché des actions et à la hausse de 5,5% de celle du marché obligataire.

#### 2.4.5 - Evolution des conditions monétaires<sup>4</sup>

Durcissement des conditions monétaires dans l'UEMOA.

Par rapport à la même période de l'année précédente, les conditions monétaires se sont durcies au deuxième trimestre 2012, en liaison principalement avec la hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour (+0,68 point), atténuée par la dépréciation du taux de change effectif nominal de 1,6%. L'indice des conditions monétaires est passé de 101,66 points au deuxième trimestre 2011 à 102,04 points au deuxième trimestre 2012, soit une progression de 0,4%.



Source : BCEAO.

(\*) Estimations

Le taux sur le marché interbancaire à un jour s'est situé à 4,15% au cours du trimestre sous revue contre 3,47% à la même période de l'année précédente. La baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de l'Union, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2012 provient de l'appréciation des monnaies des pays partenaires. En effet, en glissement annuel, l'indice du taux de change effectif nominal a diminué notamment de 1,7% par rapport aux monnaies des pays industrialisés et de 4,2% vis-à-vis des pays asiatiques. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la remontée du dollar américain vis-à-vis de l'euro.

<sup>4</sup> L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

### III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

#### 3.1 – Perspectives économiques mondiales

L'environnement économique au premier semestre 2012 a été marqué par les difficultés de la Zone euro et l'aggravation du chômage dans les pays avancés. Un ralentissement de la croissance est attendu en 2012. Les estimations du FMI, réalisées en juillet 2012, situent le taux de croissance de l'activité mondiale à 3,5% en 2012 contre 3,9% en 2011. Dans la Zone euro, le produit intérieur brut réel se replierait de 0,3% en 2012 contre une hausse de 1,5% en 2011. L'activité mondiale devrait progresser de 3,9% en 2013.

En rapport avec le ralentissement de l'activité, les cours du baril de pétrole se sont inscrits en baisse. Les cours du pétrole brut (WTI) se sont établis, en moyenne, à 93,9 dollars au deuxième trimestre 2012, en baisse de 9,1% par rapport à leurs niveaux au trimestre précédent.

Sur cette base, les perspectives d'évolution des cours du pétrole brut en 2012 ont été révisées à la baisse. Ainsi, le scénario central repose sur un cours du pétrole brut (WTI<sup>5</sup>) de 95 dollars en 2012 et de 92 dollars en 2013 contre des prévisions précédentes de 104 dollars en 2012 et de 102 dollars en 2013.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), deux autres scénarii ont été retenus. Le scénario pessimiste correspond à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) à 100 dollars en 2012 et 105 dollars en 2013 et le scénario optimiste table sur un cours moyen du baril de pétrole à 90 dollars en 2012 et 87 dollars en 2013.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en baisse de 8,7% en moyenne au premier semestre 2012 par rapport à leurs niveaux à la même période de 2011. Cette baisse en rythme annuel est imprimée par la détente des cours du blé (-18,4%). En revanche, les cours du riz sont en progression de 12,4% en moyenne sur les six premiers mois de 2012. Les prévisions<sup>6</sup> tablent sur une stabilité des cours des produits alimentaires importés en 2012. Une hausse des cours, limitée à 5,0%, est projetée en 2013 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 3,0% en 2012 et de 10% en 2013, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2012 et 2013.

L'euro s'est échangé contre 1,30 dollar en moyenne au premier semestre 2012. Les prévisions révisées retiennent un taux de change euro/dollar de 1,23 au second semestre 2012. Ainsi, le taux de change euro/dollar est prévu à 1,26 dollar en 2012 et à 1,25 dollar en 2013 contre respectivement une prévision de 1,32 en 2012 et de 1,33 en 2013 dans la précédente note.

5 Les prévisions pour les cours du Brent donnent un niveau de 95 dollars en 2012 et de 92 dollars en 2013 contre 113,4 dollars en 2011.

6 Les contrats à terme tablent sur une baisse des prix des produits alimentaires d'environ 7% en 2012. Toutefois, il a été retenu une hypothèse de stabilité des cours des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, compte tenu de la hausse des cours du riz (principale importation alimentaire de la Zone) en 2012 et de la baisse prévue de la production mondiale de blé.

<b>Tableau 13 : Hypothèses du scénario</b>						
	<b>2012</b>			<b>2013</b>		
	Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	90	95	100	87	92	105
Taux de change euro/dollar		1,26			1,25	
Inflation Zone euro (%)		2,4			1,8	
Evolution de la production céréalière (%)	20,0	10,0	-5,0		5,0	

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

L'inflation mondiale devrait s'atténuer en 2012, en raison de la baisse de la demande conjuguée à un léger recul des cours des matières premières. En particulier, la hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, passerait de 2,7% en 2011 à 2,4% en 2012 et 1,8% en 2013.

La production céréalière est projetée en hausse de l'ordre de 10% au cours de la campagne agricole 2012/2013. Une progression de 15% est retenue pour tous les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger, Sénégal) qui ont enregistré de fortes baisses de la production céréalière en 2011/2012 (effet de rattrapage). Pour les autres pays, une hausse tendancielle de 5% est retenue. Compte tenu des aléas agro-climatiques, deux scénarii ont été adoptés autour de cette tendance de référence. Le scénario pessimiste table sur une baisse de 5% de la production céréalière de la campagne agricole 2012/2013 dans tous les pays et le scénario optimiste retient une progression de 20%.

Par ailleurs, les Etats continuent à prendre des mesures pour lutter contre la hausse des prix. En particulier, une suspension pour une durée de trois mois des droits et taxes sur les importations a été décidée par le Gouvernement ivoirien en août 2012.

### **3.2. Perspectives économiques internes**

Le taux d'inflation en glissement annuel est prévu à 2,3% à fin juillet 2012, 2,4% à fin août 2012 et 2,3% à fin septembre 2012. En moyenne sur le troisième trimestre 2012, la progression des prix serait de 2,4% contre 1,5% au deuxième trimestre 2012. L'accélération de l'inflation résulterait de la hausse des prix des céréales locales pendant la période de soudure dans les pays sahéliens qui ont enregistré une baisse de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2011/2012 et du renchérissement des produits de la pêche au Sénégal pendant la période d'hivernage. Le taux d'inflation en glissement annuel redescendrait à 2,1% au quatrième trimestre 2012, sous l'hypothèse d'une campagne agricole 2012/2013 normale.

Tableau 14 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Glissement annuel (*)									Moyenne		
		2012				2013				2014	2012	2013	Huit trimestres
		2 <sup>ème</sup> T	3 <sup>ème</sup> T	4 <sup>ème</sup> T	1 <sup>er</sup> T	2 <sup>ème</sup> T	3 <sup>ème</sup> T	4 <sup>ème</sup> T	1 <sup>er</sup> T	2 <sup>ème</sup> T			
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	1,5	1,6	1,1	0,9	1,0	0,8	0,9	0,7	0,9	1,7	0,9	1,0
	Scénario central	1,5	2,4	2,2	1,8	2,4	2,4	2,1	2,1	2,3	2,1	2,2	2,2
	Scénario pessimiste	1,5	2,7	3,3	3,2	3,7	3,8	3,2	3,4	3,6	2,5	3,5	3,4

Source : BCEAO.

(\*) : Glissement annuel.

**A l'horizon de huit trimestres**, le taux d'inflation est projeté à 2,3% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union.

**Le taux d'inflation en moyenne en 2012 dans l'UEMOA est projeté à 2,1% contre une prévision de 2,5% dans la précédente note.** Cette révision à la baisse des perspectives d'inflation dans l'Union est attribuable aux tensions moins importantes que prévues sur les prix des céréales locales, grâce aux mesures prises par la plupart des pays, notamment la vente de céréales à prix modérés dans les pays sahéliens. Par ailleurs, la hausse des prix des produits pétroliers attendue au deuxième trimestre 2012 ne s'est pas matérialisée dans la plupart des pays, compte tenu de l'orientation baissière des cours du pétrole brut.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une amélioration de 4,3% de la position concurrentielle de l'Union est attendue au troisième trimestre 2012. Elle s'expliquerait par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 2,3 points de pourcentage et une baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 2,0%.

**Un gain de compétitivité serait observé à l'égard** des partenaires émergents (-8,9%), **des pays asiatiques (-8,3%)**, des Etats environnants (-6,7%) et des pays industrialisés (-1,7%).

# ANNEXES

## LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2012

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin juin 2012

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin mai 2012

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au deuxième trimestre 2012

**Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)**

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA (*)
<b>Réalisations</b>									
Juin 2011	1,7	2,5	4,6	7,2	2,7	2,3	4,3	4,9	3,9
Juillet 2011	3,4	2,7	4,5	6,7	2,6	2,4	3,2	2,8	3,6
Août 2011	4,0	2,8	4,6	4,4	1,8	3,3	2,7	2,6	3,5
Septembre 2011	2,8	4,0	4,7	4,8	3,2	3,0	2,6	4,3	3,8
Octobre 2011	2,1	4,8	4,1	3,6	3,3	3,1	2,7	2,6	3,5
Novembre 2011	1,5	4,9	3,3	3,3	4,1	3,7	2,7	3,0	3,2
Décembre 2011	1,8	5,1	1,9	3,4	5,3	1,4	2,7	1,5	2,5
Janvier 2012	5,9	2,8	2,3	2,1	3,8	-0,6	1,5	1,4	2,3
<i>Février 2012</i>	6,3	4,2	2,0	3,1	6,1	-0,4	2,1	2,9	2,8
Mars 2012	7,4	4,6	0,6	2,2	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5
Avril 2012	6,4	5,1	-3,9	1,9	7,2	0,9	2,1	2,0	0,6
Mai 2012	7,1	5,8	-1,2	1,7	8,2	2,4	0,6	3,3	1,8
Juin 2012	6,7	5,4	1,0	1,9	6,5	-0,1	0,2	2,0	2,1
<i>Juillet 2012</i>	6,5	5,0	1,1	2,5	6,5	0,4	1,1	2,1	2,3
<i>Août 2012</i>	5,9	5,2	1,4	3,6	6,6	-0,1	1,4	1,8	2,4
<i>Septembre 2012</i>	5,9	4,7	1,4	3,3	5,7	0,4	1,3	1,2	2,3
<b>Moyenne</b>									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 ( <i>projections</i> )	6,4	4,4	0,7	2,9	6,0	0,4	1,3	2,0	2,1
2013 ( <i>projections</i> )	2,1	2,7	1,7	3,3	3,1	3,5	2,2	1,8	2,2

Sources : INS, BCEAO.

(\*) : Estimations pour le Burkina depuis février 2012 et pour la Guinée-Bissau depuis avril 2012.

**Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2012**

*(en points de pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union (*)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	<b>2,0</b>	<b>3,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>	<b>5,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,1	0,2	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,1
Logement	-0,1	0,1	0,4	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,5	0,2
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Transport	3,8	0,8	0,0	0,5	0,2	-0,1	0,0	0,7	0,4
Communication	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,1	-0,4	0,1	-0,2	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,5	0,4	0,4	0,0	0,1	-0,3	0,1	0,2	0,3
Autres biens	0,5	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,3	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>6,7</b>	<b>5,4</b>	<b>1,0</b>	<b>1,9</b>	<b>6,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

(\*) : Estimations

**Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires**

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
juin-11	8,6	10,2	2,7	3,6	3,9	1,2	0,3	-6,3	-4,7
juil.-11	8,4	9,4	2,5	3,6	3,6	1,1	0,0	-5,8	-4,8
août-11	8,4	9,3	2,5	3,8	3,5	1,0	-0,3	-5,8	-4,9
sept.-11	8,4	10,3	3,0	3,9	3,8	0,8	-0,1	-6,5	-4,6
oct.-11	8,6	10,5	3,0	3,5	3,5	0,5	0,0	-7,0	-5,1
nov.-11	8,6	10,5	3,0	3,4	3,2	0,2	-0,2	-7,3	-5,4
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1
janv.-12	8,7	12,6	2,7	2,9	2,3	-0,4	-0,6	-10,3	-6,4
févr.-12	8,6	11,9	2,7	2,9	2,8	0,1	-0,1	-9,1	-5,8
mars-12	8,8	12,1	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-9,6	-6,3
avr.-12	9,1	12,9	2,6	2,3	0,6	-2,0	-1,7	-12,3	-8,5
mai-12	9,3	12,7	2,4	1,7	1,8	-0,6	0,1	-10,9	-7,5
juin-12	9,4	12,9	2,4	1,7	2,1	-0,3	0,4	-10,8	-7,3

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

**Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires**

*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
juin-11	33,1	107,6	49,4	103,4	13,0	24,6	27,0
juillet-11	25,5	56,7	42,7	86,1	16,0	16,2	30,3
août-11	20,5	34,3	50,3	79,4	18,6	16,1	26,5
septembre-11	12,4	15,6	44,4	46,1	18,4	14,3	10,1
octobre-11	1,7	8,8	41,1	16,9	12,9	-1,8	3,3
novembre-11	-0,4	1,9	43,1	15,7	12,1	-12,5	-2,4
décembre-11	-8,1	-13,4	36,4	7,7	8,2	-17,2	-6,6
janvier-12	-10,6	-15,8	18,5	2,8	2,4	-15,6	-10,9
février-12	-10,6	-20,2	17,8	-4,8	2,8	-11,1	-13,3
mars-12	-6,0	-11,2	13,0	-3,5	13,4	2,8	-5,9
avril-12	-8,5	-21,2	32,0	-12,9	17,1	13,5	-6,8
mai-12	-9,3	-25,6	-2,4	-12,7	22,4	18,3	-7,4
juin-12	-7,1	-15,6	2,0	-14,1	17,0	18,5	-13,9

Source : Fonds Monétaire International.

**Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA***(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juin 2012/ juin 2011 (en %)
<b>Bénin</b>														
Essence super	575	565	585	570	570	570	570	570	570	590	610	610	590	2,6
Gazole	555	555	575	575	575	575	600	600	600	625	625	625	625	12,6
<b>Burkina</b>														
Essence super	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	732	732	732	7,3
Gazole	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	656	656	656	8,3
<b>Côte d'Ivoire</b>														
Essence super	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	0,0
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
<b>Guinée-Bissau</b>														
Essence super	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	0,0
Gazole	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	0,0
<b>Mali</b>														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	695	705	705	5,2
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	610	620	620	5,1
<b>Niger</b>														
Essence super	619	649	679	679	679	679	679	579	579	579	579	579	579	-6,5
Gazole	610	625	655	655	655	655	655	577	577	577	577	577	577	-5,4
<b>Sénégal</b>														
Essence super	853	832	878	867	890	860	858	850	850	850	850	850	850	-0,4
Gazole	752	756	784	777	798	825	824	798	798	798	798	798	798	6,1
<b>Togo</b>														
Essence super	567	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	4,9
Gazole	599	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	5,0

Source : BCEAO.

**Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)**

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
<b>2010</b>								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
<b>2011</b>								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
<b>2012</b>								
janvier	103,91	2,3	508,3	-0,2	52 819,1	2,3	1,291	0,1
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
avril	109,16	-2,7	498,7	0,3	54 432,0	-2,4	1,316	-0,3
mai	99,71	-8,7	512,3	2,7	51 085,0	-6,1	1,281	-2,6
juin	86,98	-12,8	523,7	2,2	45 551,1	-10,8	1,253	-2,2
Moyenne Janvier-juin	103,31	0,3	506,0	8,2	52 199,1	8,5	1,297	-7,6

Sources : BCEAO, Reuters.

**Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis**

(en pourcentage)

	<b>Cours du pétrole en dollars</b>	<b>Cours du pétrole en FCFA</b>	<b>Cours de l'euro en dollar</b>
<b>2010</b>			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
septembre	9,9	22,5	-10,3
oct.	8,4	15,6	-6,2
nov.	7,6	17,4	-8,4
déc.	18,3	30,8	-9,5
Moyenne 2009	32,0	36,9	-4,4
<b>2011</b>			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
<b>2012</b>			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
avril	-6,2	3,1	-9,0
mai	-6,5	4,8	-10,7
juin	-14,6	-1,9	-12,9
Moyenne janvier- juin	-0,5	7,3	-7,5

**Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin juin 2012**

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mds)	417,9	576,6	1284,1	32,3	475,05	368,3	843,1	194,9	4192,25
RECETTES TOTALES	380,0	505,4	1 244,9	22,6	469,7	286,9	799,3	176,5	3 885,3
* Recettes fiscales	305,2	454,7	1 078,4	19,6	396,0	273,2	734,1	162,5	3 423,7
* Recettes non fiscales	74,80	50,7	166,5	3,0	23,1	10,5	47,5	14,0	390,1
* Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	50,6	3,2	17,7	0,0	71,5
DONS	37,9	71,2	39,2	9,7	5,4	81,4	43,8	18,4	307,0
DEPENSES ET PRÊTS NETS	397,6	612,1	1 214,9	37,5	348,1	308,7	1 048,2	176,7	4 143,8
DEPENSES TOTALES	395,9	602,8	1 214,9	37,5	348,1	308,7	1 045,4	176,1	4 129,4
DEPENSES COURANTES	288,8	351,1	984,4	29,5	280,5	204,4	666,6	154,0	2 959,3
* Masse salariale	133,0	151,1	457,4	11,3	136,7	8,8	217,3	56,3	1 171,9
* Intérêts sur la dette	6,0		82,0	0,2		4,5	52,8	9,9	155,4
DEPENSES EN CAPITAL	107,1	250,1	200,2	8,0	27,6	104,3	378,8	22,1	1 098,2
dont investissement sur ressources internes	62,6	137,4	143,2	0,0		42,9	277,0	6,6	669,7
AUTRES DEPENSES		1,6	30,3		39,9				71,8
PRÊTS NETS	1,7	9,3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,6	14,4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	34,6	16,9	199,3	-6,7	189,2	44,1	-91,5	25,8	411,7
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	20,3	-35,5	69,2	-5,2	127,0	59,6	-205,1	18,2	48,5
<b>SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)</b>	<b>-17,6</b>	<b>-106,7</b>	<b>30,0</b>	<b>-14,9</b>	<b>121,6</b>	<b>-21,8</b>	<b>-248,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>-258,5</b>
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	28,6	16,9	117,3	-6,9	189,2	39,6	-144,3	15,9	256,3
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	11,3	-52,2	69,2	-4,3	127,0	18,8	-205,1	18,2	-17,1
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE</b>									
* Masse salariale/recettes fiscales	36,8%	41,7%	42,7%	76,6%	31,5%	34,6%	31,4%	31,1%	34,2%
* Variation nette des arriérés intérieurs	-9,0	-39,1	0,0	0,9	0,0	-40,9	0,0	0,0	-88,1
* Variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	24,6%	27,1%	6,7%	0,8%	10,1%	21,5%	21,7%	6,4%	19,6%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	-20,9%	-97,9%	67,6%	-40,9%	137,7%	66,9%	15,8%	90,8%	12,0%
* Solde budgétaire de base /PIB	-0,6%	-1,6%	0,5%	-0,6%	2,0%	0,8%	0,0%	1,1%	0,3%

**Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au deuxième trimestre 2012**

	Stock						Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	mai 11	juin 11	septembre 11	décembre 11	mars 12	mai 12	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012
<b>Masse monétaire</b>	<b>12 536 806,7</b>	<b>12 683 007,6</b>	<b>12 861 528,0</b>	<b>13 663 891,8</b>	<b>13 592 424,4</b>	<b>13 848 310,5</b>	<b>1,4</b>	<b>6,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,9</b>	<b>13,1</b>	<b>11,0</b>	<b>9,8</b>	<b>10,5</b>
Disponibilité monétaire	8 198 707,4	8 316 425,4	8 414 620,0	9 117 565,8	8 937 324,4	9 120 151,5	1,2	8,4	-2,0	2,0	15,7	13,3	10,5	11,2
Circulation fiduciaire	3 401 200,9	3 396 899,3	3 231 525,3	3 675 768,5	3 546 068,3	3 629 163,9	-4,9	13,7	-3,5	2,3	8,6	3,3	2,9	6,7
Dépôts en CCP	28 403,9	19 147,2	35 235,8	32 420,9	33 387,3	34 389,5	84,0	-8,0	3,0	3,0	-21,3	14,7	11,0	21,1
Dépôt en CNE	76 132,7	76 132,6	79 415,3	79 362,9	79 413,7	79 413,7	4,3	-0,1	0,1	0,0	17,2	15,0	7,7	4,3
Dépôts à vue en banque	4 692 969,9	4 824 246,3	5 068 443,6	5 330 013,5	5 278 455,1	5 377 184,4	5,1	5,2	-1,0	1,9	21,1	21,4	16,3	14,6
SODE-EPIC	577 668,2	632 833,0	722 740,8	718 685,8	725 851,6	740 918,3	14,2	-0,6	1,0	2,1	52,5	37,0	41,5	28,3
Particuliers et entreprises privées	4 115 301,7	4 191 413,3	4 345 702,8	4 611 327,7	4 552 603,5	4 636 266,1	3,7	6,1	-1,3	1,8	17,1	19,3	13,0	12,7
Dépôts à terme en banque	4 338 099,3	4 366 582,2	4 446 908,0	4 546 326,0	4 655 100,0	4 728 159,0	1,8	2,2	2,4	1,6	8,5	6,5	8,7	9,0
SODE-EPIC	311 032,0	327 046,0	327 110,0	321 389,0	347 143,0	368 951,0	0,0	-1,7	8,0	6,3	7,5	5,4	12,5	18,6
Particuliers et entreprises privées	4 027 067,3	4 039 536,2	4 119 798,0	4 224 937,0	4 307 957,0	4 359 208,0	2,0	2,6	2,0	1,2	8,6	6,6	8,4	8,2
Autres postes nets	1 978 596,0	2 137 660,1	2 368 308,6	2 300 571,1	2 440 097,6	2 389 859,9	10,8	-2,9	6,1	-2,1	22,6	12,9	18,2	20,8
<b>Passif</b>	<b>14515402,7</b>	<b>14 820 667,7</b>	<b>15 229 836,6</b>	<b>15 964 462,9</b>	<b>16 032 522,0</b>	<b>16 238 170,4</b>	<b>2,8</b>	<b>4,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,3</b>	<b>14,5</b>	<b>11,2</b>	<b>11,0</b>	<b>11,9</b>
<b>CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE</b>														
	Stock						Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	mai 11	juin 11	septembre 11	décembre 11	mars 12	mai 12	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012
Avoirs Extérieurs Nets	5 598 626,8	5 740 517,8	5 888 848,0	5 820 411,6	5 739 352,2	5 643 153,7	2,6	-1,2	-1,4	-1,7	12,7	3,3	6,8	0,8
Banque Centrale	5 658 345,8	5 757 446,1	5 947 090,1	5 903 943,6	5 711 470,2	5 658 535,7	3,3	-0,7	-3,3	-0,9	12,5	6,3	5,4	0,0
Banques	-59 719,0	-16 928,3	-58 242,1	-83 532,0	27 882,0	-15 382,0	244,1	43,4	-133,4	-155,2	0,9	-202,5	-162,3	-74,2
Crédit intérieur	8 916 775,9	9 080 149,9	9 340 988,6	10 144 051,3	10 293 169,8	10 595 016,7	2,9	8,6	1,5	2,9	15,7	16,4	13,5	18,8
Position Nette du Gouvernement	2 034 122,3	1 979 289,9	2 190 852,0	2 330 352,2	2 528 467,8	2 651 174,4	10,7	6,4	8,5	4,9	27,8	22,2	10,5	30,3
Crédit à l'économie	6 882 653,6	7 100 860,1	7 150 136,6	7 813 699,1	7 764 702,0	7 943 842,3	0,7	9,3	-0,6	2,3	12,4	14,8	14,6	15,4
Court terme	4 104 892,6	4 244 105,1	4 194 637,6	4 664 625,1	4 553 990,0	4 687 660,3	-1,2	11,2	-2,4	2,9	14,2	16,3	14,9	14,2
dont crédit de campagne	206 966,0	184 845,0	92 488,0	164 638,0	194 222,0	179 433,0	-50,0	78,0	18,0	-7,6	10,1	10,9	0,8	-13,3
Moyen et long terme	2 777 761,0	2 856 755,0	2 955 499,0	3 149 074,0	3 210 712,0	3 256 182,0	3,5	6,5	2,0	1,4	9,9	12,6	14,1	17,2
<b>Actif</b>	<b>14 515 402,7</b>	<b>14 820 667,7</b>	<b>15 229 836,6</b>	<b>15 964 462,9</b>	<b>16 032 522,0</b>	<b>16 238 170,4</b>	<b>2,8</b>	<b>4,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,3</b>	<b>14,5</b>	<b>11,2</b>	<b>11,0</b>	<b>11,9</b>

Source : BCEAO

**TABEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES**

		Moy.09	Moy.10	Moy.11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	Moy.12	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12*
<b>Crédits bancaires mis en place</b>																		
- Volume (en milliards de FCFA)		421,9	472,4	499,7	536,7	633,1	541,6	582,0	523,0	526,1	820,8	527,9	465,0	511,9	644,2	571,6	589,9	559,3
Court terme		317,3	350,6	350,6	374,2	420,0	370,9	395,8	363,0	377,9	564,8	397,3	329,8	394,6	469,8	419,2	432,7	428,0
Moyen et long terme		104,7	121,8	149,1	162,5	213,1	170,7	186,1	160,1	148,2	256,0	130,6	135,2	117,3	174,4	152,3	157,2	131,3
Secteur privé		387,6	443,6	472,0	504,0	581,5	491,2	550,9	520,8	512,9	770,3	487,8	434,8	474,7	584,7	516,6	555,0	528,2
<b>(A) - Taux d'intérêt moyen (%)</b>		<b>8,59</b>	<b>8,39</b>	<b>8,52</b>	<b>8,31</b>	<b>8,56</b>	<b>8,61</b>	<b>8,82</b>	<b>8,70</b>	<b>8,57</b>	<b>8,34</b>	<b>8,22</b>	<b>8,40</b>	<b>8,02</b>	<b>8,17</b>	<b>7,93</b>	<b>7,69</b>	<b>7,84</b>
(Hors personnel de banque)		8,62	8,42	8,55	8,34	8,60	8,65	8,86	8,75	8,61	8,37	8,26	8,44	8,07	8,21	7,96	7,78	7,87
Court terme		8,07	7,83	7,81	7,48	7,56	7,79	7,85	7,97	7,87	7,80	7,90	7,89	7,82	8,00	8,01	7,99	7,80
Moyen et long terme		10,19	10,04	9,96	10,05	10,20	10,20	10,16	10,02	10,15	10,06	9,84	9,63	10,00	9,88	9,84	9,82	9,54
Secteur privé		8,66	8,45	8,45	8,22	8,27	8,42	8,51	8,64	8,52	8,44	8,49	8,47	8,45	8,54	8,52	8,61	8,39
- Durée moyenne des crédits (mois)		17,28	18,10	19,50	19,44	19,78	18,01	18,93	20,13	18,69	17,24	18,40	18,91	17,45	19,70	19,26	20,05	19,05
<b>Nouveaux dépôts bancaires</b>																		
- Volume (en milliards de FCFA)		259,1	363,2	383,4	424,6	528,4	440,2	424,8	372,9	385,7	499,2	551,8	543,6	520,5	465,8	360,3	528,5	521,7
Court terme		71,8	276,2	282,2	261,1	416,6	343,8	293,6	267,4	299,8	389,0	450,4	441,1	424,3	381,3	284,0	436,0	401,7
Autres dépôts		53,4	87,0	101,1	163,5	111,9	96,4	131,2	105,5	85,8	110,2	101,4	102,6	96,2	84,4	76,4	92,5	120,0
Secteur privé		5,1	288,4	306,5	336,7	438,9	358,3	336,0	297,6	301,1	361,9	461,3	434,3	440,2	351,3	296,2	434,6	436,6
<b>(B) - Taux d'intérêt moyen (%)</b>		<b>5,00</b>	<b>5,11</b>	<b>5,25</b>	<b>5,24</b>	<b>5,30</b>	<b>5,26</b>	<b>5,13</b>	<b>5,10</b>	<b>5,02</b>	<b>5,37</b>	<b>5,01</b>	<b>4,95</b>	<b>5,01</b>	<b>5,21</b>	<b>5,16</b>	<b>4,80</b>	<b>4,75</b>
Court terme		5,53	5,04	5,09	5,12	5,19	5,20	5,09	4,87	4,95	5,15	4,89	4,85	4,89	5,11	5,14	4,71	4,52
Secteur privé		4,97	5,09	5,24	5,30	5,30	5,10	5,15	5,00	4,98	5,48	4,96	4,86	4,95	5,04	4,78	4,82	4,77
- Durée moyenne des dépôts (mois)		25,2	19,4	19,2	33,32	18,22	20,10	18,87	19,50	15,62	13,45	13,50	13,44	4,97	5,25	5,23	4,73	4,70
<b>(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)</b>		<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>

\* : données provisoires

**Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du premier trimestre 2012**

Exportations

EXPORTATIONS	Deuxième trimestre 2011		Premier trimestre 2012*		Deuxième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits du cacao	408 461,6	601,2	490 661,3	589,0	479 893,4	573,7	-2,2	-2,6	17,5	-4,6
Produits du café	20 557,1	14,0	16 884,1	24,2	18 711,3	29,0	10,8	19,6	-9,0	106,7
Produits du coton	163 758,3	152,6	168 899,6	160,2	186 671,9	162,4	10,5	1,4	14,0	6,4
Produits de l'anacarde	312 145,1	117,9	166 812,4	49,6	223 996,0	53,5	34,3	8,0	-28,2	-54,6
Or et métaux précieux	165,6	465,1	25,3	505,9	35,3	521,6	39,7	3,1	-78,7	12,1
Uranium	957,0	65,7	778,0	56,8	801,3	58,5	3,0	3,0	-16,3	-11,0
Produits pétroliers	991 020,4	378,0	1 115 468,3	460,8	1 163 771,3	494,0	4,3	7,2	17,4	30,7
Caoutchouc	32 706,3	65,7	63 672,2	103,8	63 563,7	98,1	-0,2	-5,4	94,3	49,3
Produits divers	3 336 137,8	970,7	4 699 979,3	759,9	4 753 725,0	883,5	1,1	16,3	42,5	-9,0
TOTAL	5 265 909,2	2 830,9	6 723 180,3	2 710,1	6 891 169,2	2 874,2	2,5	6,1	30,9	1,5

(\*) Estimation pour le Bénin, au titre du 1er trimestre 2012.

(\*\*) Le détail par produit n'est pas disponible pour la plupart des pays

(\*\*) Estimation pour l'ensemble des pays, sauf la Guinée-Bissau, au titre 2e trimestre 2012.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

Importations

IMPORTATIONS	Deuxième trimestre 2011		Premier trimestre 2012*		Deuxième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits alimentaires	2 407 834,4	760,6	1 965 601,1	504,8	2 470 215,3	707,9	25,7	40,2	2,6	-6,9
Biens de consommation courants	22 143,7	118,1	19 540,1	182,4	22 354,4	185,8	14,4	1,9	1,0	57,2
Produits énergétiques	2 288 909,0	905,0	2 494 509,5	1 037,8	2 664 374,2	1 134,6	6,8	9,3	16,4	25,4
Biens intermédiaires	2 515 812,8	485,3	3 259 971,2	678,8	3 392 497,7	607,7	4,1	-10,5	34,8	25,2
Biens d'équipement	209 100,3	547,7	281 888,3	871,4	304 721,2	996,8	8,1	14,4	45,7	82,0
Produits divers	248 817,1	189,4	899 139,3	363,7	922 621,8	246,3	2,6	-32,3	270,8	30,1
TOTAL CAF	7 692 617,3	3 006,1	8 920 649,4	3 638,8	9 776 784,7	3 879,0	9,6	6,6	27,1	29,0
TOTAL FOB (***)		2 555,2		3 093,0		3 297,2		6,6		29,0

(\*) Estimation pour le Bénin, au titre du 1er trimestre 2012.

(\*\*) Le détail par produit n'est pas disponible pour la plupart des pays

(\*\*) Estimation pour l'ensemble des pays, sauf la Guinée-Bissau, au titre 2e trimestre 2012.

(\*\*\*) Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% pour en déduire le fret et l'assurance.

Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)